



Evaluation externe réalisée avec l'appui du F3E pour l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation UNMFREO (357 Ev)

**Rapport final Brésil Para - Evaluation de la
convention programme 2010-2013**

**« La formation des jeunes ruraux en MFR :
pour une insertion socioprofessionnelle durable »**

Juillet 2013

Catherine DELHAYE.

**CIEDEL - Centre International d'Etudes
pour le Développement Local**

19 rue d'Enghien 69002 Lyon France

+33 4 72 77 87 50

ciedel@univ-catholyon.fr

www.ciedel.org

RAPPORT SUR LE PARTENARIAT ARCAFAR PARA (BRESIL NORD), UNMFREO ET FEDERATION DE L'ISERE

Juillet 2013
Catherine DELHAYE
CIEDEL

SOMMAIRE

1. DEROULEMENT DE LA MISSION ET ENTRETIENS REALISES	4
2. LES CFR DU PARA, UN DEVELOPPEMENT RAPIDE A LA BASE QUI A BUTE SUR DES BARRAGES POLITIQUES AU SOMMET	6
3. Le Para, un etat immense, lieu d'enjeux et de paradoxes	7
4. Les CFR, des lieux de vie au projet éducatif fort	8
4.1. Les objectifs des CFR sont explicites et totalement partagés.....	8
4.2. Les familles sont extrêmement présentes et impliquées	9
4.3. Les formations délivrées sont très ancrées dans les réalités locales.....	9
4.4. L'agriculture familiale est centrale	10
4.5. Les jeunes en formation	10
5. UNE FORMATION PORTEUSE POUR LES JEUNES ET POUR LEUR MILIEU	11
5.1. Le suivi des jeunes dans les familles est difficile à assurer.....	11
5.2. ... mais la plupart des jeunes s'installent et s'insèrent dans leur milieu	12
5.2.1. Les informations existantes sur le Maranhão	12
5.2.2. Les entretiens avec les jeunes	12
5.2.3. L'accompagnement technique et financier des projets des jeunes	14
5.3. Une pédagogie globale qui peut avoir un impact fort sur le milieu.....	15
5.3.1. Impact sur les acteurs de l'agriculture familiale, leurs pratiques et leur niveau de vie	15
5.3.2. Impact sur le contexte social, environnemental, économique et politique	16
6. LES CFR EN TENSION ENTRE RESILIENCE ET PROFESSIONNALISME	19
6.1. Des situations assez contrastées, entre une région soutenue par la FVPP et les autres	19
6.2. Des ressources humaines peu stables et des métiers mal identifiés	20
6.3. Des coûts de formation mal maîtrisés dans les CFR et un financement au coup par coup	21
6.4. Un pilotage assez « flou », une gouvernance peu formée et un projet associatif « intuitif »	22
7. L'ARCAFAR PARA : UNE REPRISE EN MAIN IMPRESSIONNANTE	23
7.1. Après plusieurs années de sommeil, l'ARCAFAR Para redémarre vite et fort	23
7.1.1. Une priorité sur la gouvernance et la structuration du réseau	23
7.1.2. Une dynamique très volontaire qui lui permet de régulariser la situation et de renouer avec ses partenaires institutionnels	24
7.1.3. La réflexion de l'union associe intelligemment mission interne et mission externe	25
7.1.4. De grandes avancées, des moyens encore limités et une autonomie à prendre	27
8. LA CONVENTION PROGRAMME, UN LEVIER POUR L'ARCAFAR PARA	28
8.1. Le moteur est la dynamique brésilienne	28
8.2. En soutenant les rencontres, la CP a permis de libérer les énergies	28
8.3. C'est vraiment au sens propre que le chargé de mission « accompagne le mouvement »	29
8.3.1. Deux formations sous régionales.....	29
8.3.2. Une formation TAR uniquement pour le Brésil sud	29
8.3.3. Des formations pour les acteurs des CFR sont menées avec l'ARCAFAR Maranhão	30
8.4. La fédération de l'Isère n'a pas encore pris sa place	30
8.4.1. Une seule mission en 2 ans, pour un partenariat qui concerne deux ARCAFAR	30
8.4.2. Malgré un intérêt très net de la FD38 pour le partenariat	31
8.5. L'UNMFREO en contribution transversale	31
8.6. Attachement au partenariat, reconnaissance de l'apport, sentiment d'inégalité.....	32
9. RECOMMANDATIONS	32
9.1. Le dialogue politique se construit entre brésiliens, mais les MFR françaises ont un rôle à jouer	33
9.2. Une demande d'appui pour mener à bien le nouveau schéma organisationnel de l'ARCAFAR.....	33
9.3. Un partenariat qui peut nourrir le mouvement international	34

LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
AG	Assemblée générale
ARCA FAR	Associação Regional das Casas Familiares Rurais (Association Régionale des CFR)
ATER	Assistance technique et extension rurale (réseau de conseil aux exploitations agricoles)
BNDES	Banque Nationale de Développement Economique et Social
CA	Conseil d'administration
CAPAC	ONG qui travaille sur des projets alternatifs en éducation et protection des forêts
CEFFA	Centre Familial de Formation par Alternance (désignation commune aux CFR et EFA)
CFR	Casas Familiares Rurais (Maisons Familiales Rurales)
CIEDEL	Centre International d'Etudes pour le Développement Local
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CP	Convention Programme
CPT	Centre Pastoral de la Terre
EFA	Ecole Familiale d'Agriculture
FD	Fédération départementale
FD38	Fédération départementale de l'Isère
FVPP	Fondation Vivre, Produire et Préserver
GIPP	Groupe d'intérêt et de recherche publique
GRET	Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques
IFPA	Institut fédéral du Para
MAEE	Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
MDA	Ministère du Développement Agraire
MEC	Ministère de l'Education et de la Culture
MFR	Maisons Familiales Rurales
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PRONACAMPO	Programme fédéral 2012-2016 sur l'agriculture familiale
SABRAME	Service d'appui aux entreprises
SEDUC	Secrétariat d'Etat à l'Education et à la Culture
TAR	Techniciens animateurs ruraux
UFOPA	Université fédérale de l'ouest du Para
UFPA	Université fédérale du Para
UNEFA	Union Nationale des Ecoles Familiales d'Agriculture
UNMFREO	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation

1. DEROULEMENT DE LA MISSION ET ENTRETIENS REALISES

L'évaluation du programme concernant le Para s'est déroulée en deux temps :

1.1. En France en janvier 2013

- Entretien individuel avec le chargé de mission sous régional Amérique latine le 3 janvier.
- Entretien collectif à la fédération de l'Isère avec le directeur de la FD38, la présidente de la FD38 et un moniteur, soit les 3 personnes qui ont fait la mission de juin-juillet 2012.

1.2. Au Brésil du 18 février au 1^{er} mars 2013

Au total, **105 personnes rencontrées** : 30 adultes et 75 jeunes (3 CFR), au cours de **30 entretiens** individuels et collectifs, **1 réunion institutionnelle** et **3 réunions d'élèves**

Belém du 26 au 28 février (fin de mission)

- Réunion au SEDUC de Belém le 26 février avec :
 - Agnaldo P de Oliveira, président de l'ARCAFAR
 - 5 personnes du SEDUC (chefs de services et agents du service EJA « Education Jeunes et Adultes » et du service Education du Campo - milieu rural), et Léonidas, Conseiller d'Etat à l'Education au SEDUC (mandat d'élus, expert juridique, jusqu'en 2014), ancien président ARCAFAR de 2007 à 2011
 - 1 personne du GIPP (ONG qui appuie l'ARCAFAR Para sur ses relations institutionnelles et partenariats financiers) .
- Entretien individuel avec Léonidas à la suite de la réunion.
- Chargé de mission sous régional le 28 février à Belém pour restitution à chaud

Région de la Transamazonie-Xingu du 19 au 22 février

- **Altamira. ARCAFAR et FVPP.** Entretiens en plusieurs temps, entre les 19 et 22 février avec Agnaldo P de Oliveira, Président de l'ARCAFAR Para, Joao Batista Uchoa Pereira, Coordonateur (Directeur) de la FVPP, « Fondation Vivre, Produire et Préserver » et deux coordonateurs pédagogiques.
- **CFR d'Altamira** le 20 février (visite accompagnée par 2 jeunes) et le 22 pour des entretiens individuels avec la Coordinatrice pédagogique et deux élèves de 3^{ème} année Medium.
- **CFR d'Anapu** le 21 février : entretiens avec 4 membres de l'équipe pédagogique puis le Président de l'association et réunion avec l'ensemble des élèves (70) dont une douzaine s'est exprimée.

Région de Basse Amazonie du 23 au 25 février : 2 jours au CFR de Belterra

(ce qui a permis une bonne imprégnation et une participation à la vie de la maison : visite du site, entretiens, présence comme observateurs lors des réunions internes, discussions informelles).

- Entretiens avec le Coordinateur technique, 5 membres du CA (Président, Vice président, Trésorière, Secrétaire et conseiller fiscal), 2 parents d'élèves, 3 élèves de 3^{ème} année Medium
- Réunion interne à l'initiative du coordinateur technique (14 jeunes et 6 adultes) : présentation des évolutions récentes et des perspectives aux élèves et membres de l'association
- Réunion interne à l'initiative des élèves (13 jeunes et 6 adultes) : réflexion entre élèves avec quelques membres de l'association sur des problèmes de financement.
- Discussion informelle avec l'ancien préfet de la municipalité de Belterra et son épouse, coordinatrice pédagogique.

Auxquels s'ajoutent de nombreux temps d'échanges informels (dîners, trajets en voiture,...) avec le président de l'ARCAFAR Para, le coordinateur technique du CFR de Belterra, les membres de l'équipe FVPP. Et un temps assez considérable passé sur des questions d'intendance et d'organisation.

2. LES CFR - CASAS FAMILIARES RURAIS - DU PARA, UN DEVELOPPEMENT RAPIDE A LA BASE QUI A BUTE SUR DES BARRAGES POLITIQUES AU SOMMET

NB : les éléments d'histoire sont assez difficiles à obtenir. Les dates changent selon les interlocuteurs, cette partie est donc potentiellement soumise à des modifications.

Alors que la première CFR au Brésil a été créée en 1968 avec le soutien des MFR d'Italie, le partenariat avec les MFR françaises date de 1992, dans le sud du pays. **Dans l'Etat du Para**, la première maison familiale rurale a été créée dans la région de Transamazonie-Xingu dans la municipalité de Medicilândia en **1995**. Des chercheurs de l'Université fédérale en coopération avec le CIRAD avaient constaté que l'offre de formation en milieu rural connaissait une baisse quantitative et qualitative alarmante et ont mis les acteurs locaux en relation avec les MFR françaises. Il semble qu'une délégation brésilienne se soit alors rendue en France et en Italie pour prendre connaissance des deux expériences et qu'ils aient opté pour le « modèle » français dont la pédagogie de l'alternance les intéressait davantage que la proposition italienne.

Le **début du partenariat avec le Nord Brésil** débute officiellement en **1999**. Entre **1999 et 2007**, il bénéficie de soutiens financiers du MAEE relayés par une aide du conseil général de l'Isère car le ministère ne considérait plus le Brésil comme une zone prioritaire. Ces soutiens permettent qu'au cours de cette période, **les MFR de l'Isère mandatent un moniteur sur place** pour accompagner les associations. Ce moniteur met en place une **stratégie d'accompagnement** sur un plan **politique** pour aider les parents à prendre des responsabilités dans les associations et sur un plan **pédagogique** pour permettre aux futurs moniteurs d'utiliser la pédagogie de l'alternance proposée par les MFR. Il va ainsi contribuer à la **création de nombreuses associations dans l'Etat du Para et du Maranhão**.

Les dates de création des CFR ne sont disponibles que pour quelques unités de Transamazonie-Xingu et la CFR de Basse Amazonie visitée. Néanmoins, **34 associations CFR sont nées sur une période de 18 ans**, ce qui représente un rythme assez rapide (quasiment 2 par an), parmi lesquelles 27 ont concrétisé leur projet et lancé la formation.

CFR	Date de lancement de la formation
Medicilândia	1995
Pacaja	1998
Uruara	1999
Brasil Novo	2003
Altamira	2005
Anapu	2008 (association créée en 2001, construction démarrée en 2006)
Belterra	2011 (association créée en 2010, bâtiments existants)

En 2007, les soutiens financiers externes s'arrêtent, ainsi que l'appui technique. Les CFR du Nord Brésil vont alors traverser une période difficile, beaucoup mieux surmontée dans le Maranhão qui est bien structuré que dans le Para. **L'ARCAFAR Para n'arrive pas à obtenir le renouvellement des financements d'Etat** (des élections ont conduit à un changement des équipes politiques qui refusent de soutenir une organisation présidée par une personne proche du Parti des Travailleurs) et faute de financement, ne peut assumer son rôle d'animation du réseau ; **les maisons se retrouvent donc isolées et fragilisées**.

En **Décembre 2008**, la fédération de l'Isère alertée par le GRET conduit une **mission-bilan** dans l'Etat du Para et plus précisément dans la zone de Sao Félix do Xingu. Cette mission lui permet de constater que le développement des CFR dans cette zone a du sens pour répondre à **deux besoins** facilement identifiables :

- contribuer à **l'éducation de jeunes ruraux** et plus particulièrement à des fils ou filles d'agriculteurs installés quelques années auparavant dans des conditions précaires en bordure de la forêt amazonienne,
- donner une **formation technique** pour aider les jeunes à rester avec des projets de vie autour de l'exploitation.

Les **familles** rencontrées alors expriment cet isolement et leurs difficultés à tenir, avec des moniteurs qui n'ont pas été payés depuis des mois ; elles se montrent particulièrement **motivées** quant à l'idée de **pérenniser** l'action de leurs CFR mais également très **inquiètes** sur ce maintien compte tenu du **manque de reconnaissance des CFR par les pouvoirs publics** et de fait des **difficultés à obtenir un financement durable pour stabiliser les associations**.

En **Novembre 2009**, 3 MFR de l'Isère emmènent des jeunes dans l'Etat du Para pour échanger avec des jeunes des CFR. A cette époque, le partenariat est essentiellement porté par le directeur de la fédération, et le comité Brésil ne compte que quelques administrateurs et quelques moniteurs représentant un petit nombre de maisons. **En 2010, l'UNMFREO lance la convention programme** ; le chargé de mission sous régional réalise une mission préparatoire en novembre 2010 et, constatant que « rien ne marche » dans le Para, se tourne vers **l'ARCAFAR Nodeste e Norte. L'appui démarre réellement en janvier 2011** en Amérique latine, avec la prise de fonction du chargé de mission sous régional.

La **période de « sommeil » de l'ARCAFAR Para** a duré quelques années (8 ans selon les uns, 4 ans selon nos informations), mais entre temps, **les CFR existantes ont tenu et de nouvelles unités ont continué à se créer** sur un espace extrêmement vaste qui rend les liens difficiles à construire et à entretenir et dans un contexte politique qui rend toute relation institutionnelle précaire.

3. LE PARA, UN ETAT IMMENSE, LIEU D'ENJEUX ET DE PARADOXES

Très étendu, l'Etat du Para représente une superficie de 2,3 fois la France et les CFR peuvent être distantes entre elles de plusieurs centaines de kilomètres, la plus éloignée de Belém se trouvant à 1.000 km de la capitale de l'Etat.

Le nord du Brésil est très différent du sud. Lieu de forte immigration européenne, les 3 Etats du sud sont les plus riches et les plus développés économiquement alors que le nord est pauvre, c'est un « autre pays ». Ainsi, le Para est l'Etat du Brésil où le **niveau d'éducation est le plus bas**, et probablement celui où se vivent le plus violemment les contradictions entre les **deux stratégies de développement quasi opposées de l'Etat fédéral** et les **tensions sociales** qui y sont **liées** entre petits paysans et militants des causes sociales et environnementales d'une part, grosses fazenda d'autre part.

D'un côté l'Etat brésilien soutient un développement agro industriel et l'implantation de **grandes exploitations d'agriculture intensive pour l'export** (soja et maïs) créées par des gens du sud du pays qui déboisent de grands espaces pour ces monocultures industrielles. Ainsi, le Para détient aussi le record de la **région d'Amazonie qui a été la plus déboisée** (elle a perdu 1/5^{ème} de sa superficie de forêt en peu d'années). En outre, 80% des zones forestières appartiennent à 20% des propriétaires, qui les ont achetées avec des objectifs de profit. Et pour assurer son autosuffisance énergétique, l'Etat porte plusieurs projets de **barrages hydroélectriques** (8), notamment le très controversé barrage de Belo Monte sur le rio Xingu, qui sera le 3^{ème} plus grand barrage du monde, proche d'Altamira. Depuis le démarrage des travaux il y a un an, la ville est passée de 100.000 à 140.000 habitants, de nombreux hôtels ont fleuri, les prix ont beaucoup augmenté, environ 15.000 emplois ont été créés mais seront limités à la durée du chantier.

De l'autre côté, l'Etat met en place des **mesures destinées à aider et protéger l'agriculture familiale**, les populations indigènes et la forêt amazonienne, défendues depuis des décennies par les mouvements sociaux et syndicaux, très importants dans la région. Les attaques subies par les leaders de ces **luttons sociales et environnementales** (nombreux assassinats de militants) ne sont plus aussi violentes qu'il y a quinze ans grâce à des mécanismes fédéraux de protection mis en place sous Lula. Les **CFR** sont **très liées à ces mouvements sociaux et au syndicalisme agricole** (syndicat des travailleurs ruraux, lié au Parti des Travailleurs). A la FVPP, qui se bat depuis 20 ans sur les questions sociales et environnementales, deux coordinateurs ont été assassinés. Une des CFR visités en Transamazonie-Xingu a pris le nom de l'un d'eux, l'autre celui d'une religieuse militante de l'environnement, Barbara Stang. La CFR de Belterra a également été initié par un ancien leader syndical élu Préfet, qui a fortement soutenu sa création et ses débuts.

4. LES CFR, DES LIEUX DE VIE AU PROJET EDUCATIF FORT

L'Etat du Para compte au total **34 associations** CFR, mais toutes ne sont pas actives. Il semble que **27 ont une activité de formation**.

Les 3 CFR visitées ne sont probablement pas représentatives de l'ensemble des situations, elles sont peut-être parmi les « meilleures » de leurs régions respectives. Il est donc délicat de généraliser les constats opérés. Mais ces maisons s'inscrivent dans des régions et des réalités assez différentes entre Transamazonie-Xingu et Basse Amazonie ce qui permet des comparaisons éclairantes, et le croisement des informations entre les différentes catégories d'acteurs rencontrées permet quand même de dresser de grandes tendances.

Il serait utile que l'UNMFREO compare le présent chapitre avec l'étude publiée en octobre 2012 par la FVPP sur les CFR de Transamazonie Xingu. Intitulée « **Sistematização e Disseminação dos Resultados das Casas Familiares Rurais** », cette étude présente les principes des CFR et de la pédagogie de l'alternance, leur intérêt pour l'éducation en milieu rural, des informations sur le contexte local et le milieu familial des élèves, le point de vue des différents acteurs publics et privés directement ou indirectement concernés (jeunes, familles, moniteurs, ONG, municipalités) ainsi que des informations sur les politiques publiques récentes.

Chaque fois que possible nous avons inséré ci-après des extraits de ce document pour compléter les informations collectées pendant l'évaluation.

4.1. Les objectifs des CFR sont explicites et totalement partagés

Tous les acteurs, jeunes y compris, expriment **3 principaux objectifs**, à travers les CFR :

- permettre aux jeunes de leurs communautés de **s'installer en agriculture**, en utilisant des techniques qui les conduisent à **améliorer** les systèmes d'exploitation, les rendements et donc leurs revenus et leurs **conditions de vie**, et de s'installer en famille,
- leur donner la possibilité de **devenir des références** dans leur milieu et des conseillers pour les autres, ce qui fait progresser tout le monde,
- **promouvoir l'agriculture familiale** en opposition à l'agriculture industrielle car
 - la 1^{ère} **nourrit les gens et les villes** (l'agriculture familiale produit 60% de l'alimentation de base au Brésil) alors que la seconde produit pour l'exportation,
 - elle met en œuvre des formes de production **respectueuses de l'environnement** alors que la seconde génère du déboisement, un appauvrissement des sols et de la pollution,
 - elle procure des **emplois locaux** et préserve l'**unité des familles**, alors que la seconde provoque l'exode rural vers des villes où les jeunes n'ont pas d'avenir et sont en danger.

Les formations dispensées dans les CFR s'appuient sur des techniques d'agriculture biologique - et pour tous c'est une évidence - avec des modules sur l'agro écologie et l'agro foresterie. Ce qui représente un enjeu fort dans le Para, sans doute plus fort en Basse Amazonie que dans la Transamazonie-Xingu.

L'**initiative de création** des CFR est toujours portée par des **militants** engagés dans les syndicats de travailleurs ruraux ou dans les mouvements sociaux. Le **soutien des autorités locales** (municipalités et préfectures) et étatiques lors de ces créations **varie selon les lieux et les périodes**, notamment (mais pas seulement) en fonction des affinités politiques.

4.2. Les familles sont extrêmement présentes et impliquées

Le temps passé dans les 3 CFR a permis de voir que les **familles** sont **très présentes**. Elles adhèrent obligatoirement à l'association du CFR lorsqu'un de leurs enfants y est scolarisé, et on ne peut être élu au Conseil d'administration que si on est parent ou fondateur.

Selon les cas, elles peuvent avoir du mal à participer aux réunions, car certaines familles habitent loin de la maison, mais à Belterra par exemple, plusieurs parents étaient présents pendant notre passage, et semblent être des habitués des lieux. Dans ce CFR, jusqu'à récemment, la Préfecture donnait les moyens de déplacement pour que les familles puissent participer aux réunions de l'association.

Ces familles **se souvent installées** dans la région comme agriculteurs **sans connaissances techniques** et **comptent beaucoup sur** ce que les CFR peuvent leur apporter à travers la formation de leurs enfants (65% des familles des jeunes scolarisés dans les CFR de Transamazonie-Xingu sont installées depuis moins de 20 ans)¹.

Témoignage de 2 jeunes interrogés :

- ❖ *On est dans le Para depuis 1994, on était déjà agriculteurs dans un autre Etat avant*
- ❖ *Nos parents sont arrivés du Maranhão enfants, la terre a été achetée par la famille de ma mère. Tous sont là.*

Il faut souligner aussi que sans l'engagement des parents, il n'est pas sûr que les CFR auraient toutes résisté à la période d'isolement et d'absence de soutien traversée entre 2007 et 2011.

4.3. Les formations délivrées sont très ancrées dans les réalités locales

Les CFR peuvent délivrer deux types de formation : **l'enseignement fondamental en 2 ans** (parfois 3) qui correspond aux années de 4^{ème} et 3^{ème} en collège en France et **l'enseignement Medium en 3 ans** qui correspond au lycée et conduit, avec la pédagogie de l'alternance, à l'équivalent d'un bac professionnel en France.

Une année d'étude compte selon les CFR entre 8 et 10 sessions qui se déroulent de février à novembre à raison de 2 semaines de cours en CFR et 2 ou 3 semaines d'application dans l'exploitation familiale.

Les acteurs accordent une grande importance à la **pédagogie de l'alternance**, entendue non seulement comme cette succession de ces temps en centre et sur l'exploitation familiale, mais aussi comme une **méthode d'apprentissage collectif**, qui :

- **part des réalités** des exploitations familiales du milieu, de leurs productions
- **s'appuie sur la pratique** et organise les apports théoriques et de connaissance en fonction de l'expérience, des projets, questions et situations rencontrées lors de la pratique,
- permet à tous d'apprendre : les **jeunes**, leurs **parents**, mais aussi les **moniteurs**.

Les équipes pédagogiques cherchent donc à construire leurs apports en fonction des situations pratiques vécues, que ce soit pour les matières techniques (la construction des contenus de formation se fait à partir d'échanges avec les familles) ou pour les matières d'enseignement général (dites « bases communes ») comme les mathématiques ou le portugais, la sociologie ou l'histoire et la géographie, qui partent des réalités locales.

¹ Etude FVPP

4.4. L'agriculture familiale est centrale

Vu l'enjeu de l'agriculture familiale dans le Para et le contexte agro-écologique et forestier, **les formations sont toutes orientées sur l'agriculture, avec une large gamme de matières techniques** incluant des sujets comme l'agro écologie, l'agro foresterie, l'agri-élevage, la zootechnie, la pisciculture, les activités extractives du bois et des matières premières agricoles et forestières (pouvant aller jusqu'à la transformation des produits).

La diversification de l'offre de formation sur d'autres activités économiques telle qu'entendue dans d'autres contextes comme au sud du Brésil **n'est pas à l'ordre du jour et ne nous semble pas du tout une priorité**, bien que la fédération de l'Isère estime dans son rapport de mission de juillet 2012 que les CFR pourraient se saisir de la construction du barrage de Belo Monte pour y réfléchir.

4.5. Les jeunes en formation

Dans ce contexte, il est logique que les CFR n'accueillent que des **enfants d'agriculteurs**. Ils sont le plus souvent volontaires mais quelques-uns sont poussés à s'inscrire en CFR par leurs parents. Les cinq jeunes interrogés étaient tous volontaires.

- ❖ *« J'avais entendu parler de la CFR par mes amis et mes frères. Je me suis renseignée, j'ai vu qu'une place était disponible, ça me correspondait bien, le temps d'étude me convenait. J'apprécie l'alternance, on n'est pas seulement en cours en classe. Le mode d'éducation est très bien fait. Et c'est plus facile d'accès et moins cher qu'en ville ».*

La plupart ont **entre 14 à 25 ans** environ, avec des exceptions : à Anapu (enseignement fondamental uniquement), le plus jeune a 10 ans, et à Altamira, le plus âgé de la 3^{ème} année de Medium a 36 ans. Il semble qu'il y ait une **majorité de garçons**, même si la proportion observée dans les 3 CFR visités (80%) ne reflète pas la répartition globale, qui semble plus équilibrée. Nous n'avons entendu aucune restriction à l'entrée des filles dans aucun de nos échanges ni observé de différence de considération, de cursus et même de projet professionnel.

- ❖ *Le fils travaille beaucoup avec son père. Mais quand ils ont appris qu'il y avait une place au CFR, c'est la fille qui était la plus intéressée. Le père avait déjà entendu parler des CFR, notamment à la radio.*

Pour le moment, l'ARCAFAR Para ne s'est pas mobilisée pour fournir **les indicateurs demandés par la convention programme**, donc les chiffres **ne sont pas disponibles**. Mais l'ARCAFAR va remédier à ce manque d'information, c'est une préoccupation exprimée par le président et de toutes façons indispensable à court terme pour finaliser les dossiers de conventionnements avec le SEDUC (voir infra). Il semble que ce soit plus une question de priorité que de possibilité, et que **les CFR ont des archives bien tenues**, car pour la régularisation des diplômes qui a été réalisée en 2012, le président de l'union a pu obtenir sans difficulté des données sur tous les sortants depuis 2000.

En général, les CFR démarrent avec des groupes de 20 à 25 élèves. Au fil de l'entrée des nouvelles promotions, les effectifs peuvent doubler ou tripler, et aujourd'hui, le président de l'union et le chargé de mission sous régional estiment que les **effectifs** des CFR tournent autour de **70 à 80 élèves par CFR**, ce qu'on retrouve à peu près dans les 3 CFR visitées, avec des variations dues aux enseignements proposés (fondamental ou médium ou les deux) :

2013	Fondamental	Medium	Total
Altamira	22	57	79
Anapu	70	(40)*	70
Belterra	-	59	59

* prévisions pour la rentrée prochaine

L'étude de la FVPP donne les chiffres pour l'année scolaire 2011 (où l'on retrouve un effectif moyen de 65 élèves par CFR) et les effectifs sortis depuis leur création pour les **8 CFR de la région Transamazonie-Xingu** :

	Présents 2011	Sortis	Total
Altamira	86	18	104
Anapu	20	22	42
Brasil Novo	52	59	111
Medicilândia	23	85	108
Pacaja	123	115	238
Placas	127	62	189
Ruropolis	22	22	44
Uruara	68	77	145
TOTAL	521	460	981

Les démarches de régularisation réalisées par l'ARCAFAR pour les élèves sortis des CFR **entre 2000 et 2011** ont été menées pour un **nombre total de sortants a été de 2.311 élèves**.

Les effectifs devraient augmenter dans les années à venir jusqu'à **doubler** (objectif de 110 à 120 élèves / CFR). C'est en tout cas l'intention exprimée par **l'ARCAFAR et les maisons qui souhaitent augmenter leur impact**, pour les jeunes et les territoires mais aussi pour renforcer **leur crédibilité et leur force de négociation** avec l'Etat (les CFR du Maranhão font de même). A Belterra, la CFR a construit son projet de développement et d'investissement sur un objectif de 150 élèves.

Cependant, toutes n'auront pas les mêmes possibilités ou ne le feront pas au même rythme car **selon les zones, des CFR sont obligées de refuser des jeunes, alors que d'autres doivent démarcher les familles pour en trouver**.

5. UNE FORMATION PORTEUSE POUR LES JEUNES ET POUR LEUR MILIEU

5.1. Le suivi des jeunes dans les familles est difficile à assurer...

Malgré leur attachement très fort à la pédagogie de l'alternance, **les CFR** butent sur plusieurs limites pour appliquer totalement leur idéal : en effet elles **ont du mal à assurer un suivi régulier de tous leurs élèves** pendant leurs périodes sur l'exploitation familiale, car certains habitent très loin, et elles n'ont pas forcément l'équipe pédagogique suffisante pour faire ces visites. Parmi les jeunes interrogés, trois habitent à moins de 10 km du CFR, mais un vit à 70 km et un autre à 180 km. Ce dernier a été visité une seule fois en trois ans, et il a conscience que le suivi était particulièrement compliqué dans son cas. A l'inverse, une des jeunes filles rencontrées trouvait les visites presque trop fréquentes et dit avec humour : *« on a des visites des moniteurs tout le temps car on est proche et le CFR travaille avec nous, ils utilisent notre exploitation comme lieu de pratique, mais ils sont trop près, ça oblige à faire tout bien »*.

Pour pallier à ces difficultés, certaines développent une **activité de production sur le site du CFR** pour mettre le plus possible les jeunes en **situation concrète d'expérimenter et de pratiquer**, mais elles n'en ont **pas toujours les moyens** : la CFR d'Altamira ne dispose que d'un site d'un ha implantation des bâtiments comprise (mais le CFR ayant trois élèves avec un projet de pisciculture, l'équipe les a aidé à créer un petit bassin sur place), celle d'Anapu a des problèmes d'eau ; en outre comme elles ont manqué d'enseignants depuis 2 ans elles ont pris beaucoup de retard dans les programmes et les jeunes passent beaucoup de temps en salle de cours.

Le CFR de Belterra en Basse Amazonie, qui est le seul de sa région à délivrer l'enseignement Medium, a en revanche une situation privilégiée de ce point de vue, car il a reçu une propriété de 32 ha en donation, sur lequel le coordinateur technique a commencé des productions animales et végétales variées avec les élèves.

Le CFR de Belterra a pour objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire sur le centre et de fournir des écoles des environs. Il développe des expérimentations en se calant sur les productions des exploitations familiales, cherche des solutions aux problèmes. Production :

- Bananiers (5 variétés dont une malade pour étudier les maladies, trouver des variétés résistantes, tester des croisements).
- Agrumes 35.000 pieds, une partie va être replantée (400 pieds/ha) et une partie sera envoyée à Altamira. Autres fruitiers.
- Maraichage (choux, oignons, patates douces).
- Cochons, poules pondeuses et poulets de chair.

5.2. ... mais la plupart des jeunes s'installent et s'insèrent dans leur milieu car la pédagogie est pertinente

Dans les trois CFR visitées, aucune promotion de Medium n'est encore sortie, ce sera la première en fin d'année scolaire. De ce fait, elles n'ont pas encore d'expérience aboutie d'accompagnement des projets professionnels des jeunes, ni de résultats à montrer en termes d'insertion. Cependant, des informations existent sur d'autres maisons, et les entretiens individuels avec les jeunes (5) ont permis de se faire une idée du type de projets qu'ils envisagent.

5.2.1. Les informations existantes sur le Maranhão

Dans l'Etat du Maranhão, l'ARCAFAR Nordeste/Norte a réalisé une **étude sur l'insertion professionnelle des jeunes sortants des 18 CFR du réseau**. Au total, seuls 10% font autre chose et ne sont pas restés en milieu rural, et **90% des jeunes travaillent dans leur milieu rural** :

- 55% ont implanté des activités sur l'exploitation familiale,
- 18% sont salariés dans leur zone (entreprises, mairies, banques,...) ;
- 15% poursuivent une formation (certains avec objectif de devenir moniteur ou coordinateur pédagogique en CFR)
- 2% ont une activité mixte agricole et non agricole.

La fédération de l'Isère indique aussi dans son rapport de mission de juillet 2012 que 25 jeunes formés dans les CFR sont devenus **agents de développement** (toujours dans le Maranhão). Et le président de l'ARCAFAR Para estime qu'au moins 30 jeunes sortis des CFR du Para ont fait des **études supérieures**.

5.2.2. Les entretiens avec les jeunes

Les jeunes de 3^{ème} année de Medium d'Altamira et de Belterra ont été invités à nous parler de leur projet professionnel.

- **Au CFR d'Altamira**, c'est la coordinatrice pédagogique qui est allée les solliciter, et apparemment il y avait beaucoup de volontaires. Nous avons rencontré un jeune homme et une jeune femme qui viennent de contextes familiaux très différents, ont tous les deux une assez grande maturité et un projet déjà très élaboré.
- **Au CFR de Belterra**, nous avons tenté d'ouvrir le dialogue collectivement avec les jeunes à la fin de leur réunion, mais la discussion avait beaucoup de mal à démarrer, nous leur avons donc proposé de le faire individuellement et sur une base volontaire. Deux jeunes gens sont venus spontanément, et les échanges ont été extrêmement riches. Ils font partie des plus âgés de leur promotion, avaient déjà une expérience de vie et de travail de quelques années avant de venir se former au CFR, et la profondeur de leur réflexion comme leur sens des responsabilités contrastent assez fortement avec le comportement du reste du groupe. Un seul des deux

projets professionnels a été approfondi et est présenté ci-dessous. par contre, leurs deux témoignages sont valorisés au chapitre suivant portant sur l'impact sur le milieu.

Dans ce CFR, les cours n'ont pas encore repris, tous les jeunes n'étaient pas présents, mais parmi la trentaine qui s'était déplacée pour nous rencontrer et participer à la réunion d'information, la plupart paraissait assez immature, et assez intimidée à l'idée de parler avec des étrangers. Le coordinateur a indiqué qu'un tiers des élèves seulement ont une bonne maturité, les autres sont trop jeunes. Le lendemain, un 3^{ème} entretien a eu lieu avec une jeune fille venue avec son père et son frère, et son témoignage est important parce qu'elle est sans doute représentative des plus jeunes. Les quatre précédents avaient une grande facilité d'expression, leurs idées étaient structurées, ils ont pu expliquer ce qu'ils ont trouvé au CFR et ce qu'ils veulent mettre en place dans l'exploitation. Cette jeune fille avait beaucoup de mal à s'exprimer et particulièrement à donner des exemples concrets ; on peut faire l'hypothèse que c'est quelqu'un qui est dans l'action et qui n'a pas l'habitude de repenser à ce qu'elle fait, car tout ce qu'elle avait déjà expérimenté semblait intégré au point qu'elle ne pouvait plus identifier les pratiques nouvelles qu'elle a introduit dans la ferme familiale donc repérer le chemin parcouru.

Les exploitations des familles et les projets des jeunes :

Francisco	
Exploitation	300 ha, moitié forêt et moitié pâturages
Productions et environnement de l'exploitation	Elevage bovin naisseur, auparavant lait et viande ; entre 180 et 220 têtes de bétail. Animaux libres en pâture (moins de stress, viande meilleure). Vend les veaux entre 7 et 8 mois, entre 600 et 800 Rs la tête. Marché : dans tout l'Etat. Vente directe sur la propriété, surtout des engraisseurs.
Main d'œuvre familiale	Père et frère. Division de la propriété, mais travaillent ensemble.
Objectif professionnel	Améliorer la qualité de la production bovine et augmenter le poids et le rendement en viande.
Investissements prévus	Géniteurs Machines pour travailler les prés (idéalement), met les animaux en étable pendant ce temps

Naléane	
Superficie de l'exploitation	154 ha, un peu de forêt, une source et un petit rio (donc eau de qualité pour son projet de pisciculture)
Productions et environnement de l'exploitation	Agriculture et petit élevage, cacao. A travers l'école, son père a lancé l'élevage de porc. Propriété très diversifiée. Son père est en train d'installer un moulin pour l'énergie. Production bio, mais sont entourés de gens qui mettent du « venin ». Donc ne peut pas faire partie de la coopérative de chocolat bio. Certains travaux pratiques du CFR en agriculture se font chez ses parents.
Main d'œuvre familiale	3 frères passés par la CFR, 2 y sont encore : un en 1 ^{ère} année Médium et l'autre en 2 ^{ème} . Un veut se spécialiser en agriculture.
Objectif professionnel	Pisciculture pour l'alimentation familiale et vente. Ils veulent centraliser la production sur la propriété car se font voler. Ils ont déjà fait la réflexion et ensuite vont creuser des bassins. Vente : supermarchés et une partie pour la CFR et les écoles du coin.
Investissements prévus	Elle va acheter des alevins chez un producteur proche, et créer un laboratoire pour la préparation des poissons, a appris à la CFR. Vendent leurs poulets surtout vivants. Quand ils tuent, ils respectent les règles mais n'ont pas les licences. Pisciculture : en aura absolument besoin. Mais veut aussi vendre des poissons vivants et ouvrir des bassins de pêche.

Jefferson	
Superficie de l'exploitation	100 ha dont 20 de production agricole, le reste en forêt presque vierge. Aucune mécanisation. Embauchent des journaliers en cas de besoin
Productions et environnement de l'exploitation	Agriculture et petit élevage Le mode de production a changé avec l'arrivée des gens du sud qui pratiquent l'agriculture intensive, la monoculture et les traitements chimiques. Beaucoup de déforestation, ouverture d'espaces énormes. Résultats : impacts négatifs sur les sols et sur le climat. Gros clivages avec le mode de production traditionnelle d'ici, naturel. Les gens d'ici croient qu'il faut faire pareil pour s'en sortir.
MO familiale	Sont 4 à travailler sur la ferme, donc ne sont pas gênés quand il est absent.
Objectif professionnel	Veut travailler en cultures associées pour un renforcement mutuel des cultures et en agro foresterie : grands arbres à bois + vergers + légumes et céréales. Elevage de poulets et cochons (pour amendement des sols).
Investissements prévus	A un projet d'expérimentation sur 1 ha. Pépinières, bâtiments pour les animaux, équipements pour production d'engrais, matériel (motoculteur et débroussailluse)

Teresa	
Exploitation	30 ha, mais peu de surface exploitée car travail uniquement manuel.
Productions	Manioc, riz, haricot et quelques poules. Quasiment que de la culture de labour. Vend sur le marché de Santarem.
Environnement de l'exploitation	Sont entourés de gros producteurs du sud qui sont arrivés il y a dix ans et qui ne vivent pas sur leurs exploitations. Pratiquent le travail mécanisé avec des employés
MO familiale	Père et frère.
Objectif professionnel	Ce qu'elle aime le plus c'est la pratique, et l'agriculture plus que l'élevage. Veut améliorer ce qui existe déjà sur l'exploitation. Pas d'investissement prévu.

5.2.3. L'accompagnement technique et financier des projets des jeunes

Dans la Transamazonie-Xingu, les CFR ont un **guide pour la présentation du Projet Professionnel du Jeune** qui a été élaboré par la FVPP. Il est assez complet et permet aux jeunes de préparer un dossier susceptible d'être introduit auprès d'une banque. Les CFR organisent d'ailleurs des **soutenances orales** auxquelles les financeurs sont invités.

En Basse Amazonie, dans la seule CFR qui dispense la formation Medium, le coordinateur technique est très réservé sur ce format qui lui paraît peu accessible aux étudiants qu'il forme.

Sur le plan financier, les jeunes qui veulent investir et ont besoin d'emprunter **peuvent solliciter la BNDES, banque nationale** qui a vocation à soutenir des projets de développement. D'un jeune et d'un CFR à l'autre, les informations qu'ils avaient à leur disposition variaient assez fortement : durée de 4 à 10 ans, montant plafond de 17.000 à 52.000 Réals, taux d'intérêt de 0,5 à 2% l'an. Il est possible que la Transamazonie-Xingu, du fait de son statut de région de fort investissement, ait accès à des conditions différentes. En Basse Amazonie, le coordinateur technique dit que les taux bancaires au Brésil sont les plus élevés du monde et il réfléchit à des prêts en nature. Deux des cinq jeunes interrogés ne veulent pas emprunter et préfèrent investir par étapes en fonction des revenus qu'ils auront dégagés sur leur activité.

Il est important que l'ARCAFAR se penche sur le sujet pour **fournir aux CFR des informations précises et valides, car les moniteurs ne les ont pas forcément**. D'après le président de l'union, qui souhaite accompagner l'installation des jeunes sur le plan technique (les guider et les conseiller en fonction de leur projet) et les aider à trouver des financements, une loi fédérale a été votée entre 1995 et 1998 (PRONAFE Jeunes) suite à de nombreux mouvements sociaux pour sensibiliser le Congrès. Cette loi énonce que les jeunes qui sortent des CFR ont droit à des prêts bancaires sur 10 ans au taux d'intérêt annuel de 1%.

5.3. Une pédagogie globale qui peut avoir un impact fort sur le milieu

5.3.1. Impact sur les acteurs de l'agriculture familiale, leurs pratiques et leur niveau de vie

Bien que le nombre d'entretiens avec des jeunes reste limité et n'autorise pas une généralisation, les propos des jeunes, comme ceux des **parents** interrogés à Belterra où ils semblent **unaniment contents**, sont très convaincants. Et laissent penser que la formation des jeunes en CFR peut avoir un **impact important** sur les exploitations familiales, avec le développement de **pratiques** améliorées et l'augmentation des revenus et du **niveau de vie des familles**. Ces observations ont été faites également par la mission de la fédération de l'Isère en juin-juillet 2012. Elle a constaté que dès qu'un jeune fait quelque chose de nouveau, on en parle, les gens viennent voir. Et note comme nous que **les parents acceptent facilement que les jeunes essaient des choses nouvelles**, car ils savent qu'ils ont beaucoup de progrès à faire dans leurs exploitations familiales.

Via les résultats sur les exploitations familiales

Les élèves interrogés indiquent clairement qu'ils **appliquent** les techniques apprises dans l'exploitation familiale, et qu'ils **obtiennent des résultats intéressants**. Si la jeune fille rencontrée à Belterra a du mal à donner des exemples concrets (*Tout le monde apprécie. On a commencé les améliorations sur plein de choses différentes, oui c'est visible, oui, il y a une augmentation des rendements. Les parents n'avaient aucune connaissance*), ou que la jeune fille d'Altamira se contente de rire et de dire que « *maintenant, c'est mes frères et moi qui disons à notre père comment faire* », les deux autres sont plus précis :

Projet	Application et changements introduits dans l'exploitation familiale	Effets
Cultures associées (Belterra)	Chaque fois qu'il rentre à la maison, il apporte de nouvelles choses. Ils sont de plus en plus organisés et ont déjà commencé à mettre en place les associations de culture : sélection des semences pour travailler avec des graines natives pour les arbres. Le fera ensuite pour les fruitiers puis les cultures basses. Au niveau des fruits : cupuaçu qui est de la même famille que le cacao, on peut faire du cupulat (type de chocolat) et la chair blanche est utilisée pour jus, sorbets et confiseries	Beaucoup plus d' organisation et de planification . Diminution des attaques d'insectes.
Amélioration production bovine (Altamira)	Choix des reproducteurs (amélioration génétique) et insémination artificielle. Pâtures alternatives (sur 2 terrains) ou rotatives (3 ou 4 terrains). Compléments alimentaires en minéraux. Qualité de l'eau (chloration et eau courante, non stagnante)	A presque doublé le rendement en viande .

De leur côté, les parents des 3^{èmes} années Medium confirment : « *c'est un peu plus cher pour les parents de mettre les jeunes au CFR, mais il y a beaucoup plus de résultat et d'avenir professionnel, l'avenir professionnel est beaucoup plus certain et l'enfant est enthousiaste. Toutes les familles sont contentes* » nous a confié la trésorière de Belterra.

- ❖ Son fils de 22 ans est responsable maintenance sur le CFR à plein temps. Ce sont les parents, agriculteurs à 2 km de là, qui l'ont poussé à s'inscrire, mais finalement ça lui plaît beaucoup. L'exploitation produit du manioc, du riz et des haricots, et élève des bœufs. La surface de 57 ha est moitié cultivée, moitié en pâturages. Le jeune ramène de nouvelles idées et techniques à la maison. Un autre fils va entrer en Medium à l'école municipale. Il aurait aimé étudier à la CFR, mais celle-ci ne prend pas de nouveaux élèves pour le moment car la période de transition crée de fortes incertitudes.

- ❖ Une autre mère d'élève explique sa démarche : elle n'est pas agricultrice, mais constatant que le prix de la farine de manioc a beaucoup augmenté (produit quotidien dont les familles ne peuvent se passer) elle a décidé de démarrer une activité de production de manioc. Elle s'est entendue avec sa fille de 19 ans qui commence sa 3^{ème} année au CFR et qui aime beaucoup. Elles ont créé ensemble un potager et prévoient de produire pour la famille et pour vendre. Elles vont s'équiper progressivement avec l'argent gagné.
- ❖ Une jeune fille veut devenir technicienne de pisciculture. Son père explique qu'à la CFR, les jeunes ont l'opportunité de se spécialiser sur des productions variées, il trouve ça très bien.

Via les effets sur la diffusion des connaissances

Les jeunes expriment souvent qu'ils **ont vocation à partager leurs connaissances** dans leur milieu. Comme indiqué plus haut, certains d'entre eux poursuivent des études pour devenir moniteurs en CFR, ou intègrent les équipes d'ATER² comme conseillers techniques agricoles. Le jeune d'Altamira qui développe un projet d'élevage bovin aimerait devenir moniteur un jour, tout en précisant que cela dépendra de la rentabilité de son exploitation.

« Avec ce qu'on apprend ici, on peut montrer aux autres que ça marche et transmettre nos savoirs. Mais on en est encore au stade de démarrage. Pour la plupart des élèves ici, tout est très nouveau. L'impact sera très fort sur la vie de chacun ».

5.3.2. Impact sur le contexte social, environnemental, économique et politique

Grâce à une conception globale de la personne dans la pédagogie

Comme indiqué dans l'introduction, les CFR sont très proches des syndicats agricoles - qui parfois les aident matériellement, et de divers mouvements sociaux. **Beaucoup de gens sont à la fois dans les CFR, les syndicats agricoles et les municipalités**, et y font avancer leurs sujets en même temps. Par ailleurs, il est clair que les préoccupations des CFR dépassent les questions purement techniques et d'amélioration des systèmes d'exploitation. Leur pédagogie est fondée sur **Paolo Freire**, ce qui veut dire d'une part qu'elle considère la personne dans sa globalité (projet professionnel et projet de vie) mais aussi qu'elle a un **fondement critique sur l'ordre social** et des **ambitions de développer l'autonomie des jeunes et leur engagement dans la société**. Ainsi, les formations intègrent des dimensions associatives et coopératives pour susciter les initiatives économiques collectives, des modules de sociologie, d'histoire et de géographie qui analysent les conditions locales.

Cette volonté, ainsi que la qualité de l'encadrement et des relations entre jeunes et adultes, sont **lisibles dans la vie quotidienne des CFR**. Par exemple dans les deux CFR de Transamazonie-Xingu, les élèves se montraient parfaitement à l'aise et étonnamment paisibles pour des adolescents. Lors de la rencontre avec les élèves d'Anapu, le climat était très positif, l'écoute réelle, les prises de parole construites. A la CFR de Belterra, le climat est également familial, mais les jeunes sont un peu plus fermés. Le président constate que l'internat n'est pas facile, au début beaucoup de jeunes sont surpris et se sentent un peu 'prisonniers'.

Le coordinateur a organisé une réunion pour informer les jeunes des négociations en cours et des perspectives de façon très précise, ce qui témoigne de la considération dont les jeunes font l'objet et de la volonté de les responsabiliser. Le directeur de la FVPP fait apparemment la même chose dans les CFR de Transamazonie-Xingu.

² ATER : « Assistance technique et extension rurale » : réseau de conseil technique aux exploitations agricoles où travaillent beaucoup de jeunes issus des CFR (80% des équipes ATER dans le Maranhão, où l'ARCA FAR a développé un partenariat avec l'université pour que les jeunes puissent poursuivre des études supérieures et devenir moniteurs).

Les deux jeunes gens de Belterra ont longuement développé leur **vision du contexte, des contraintes et des alternatives** qu'ils veulent apporter avec leur projet et à travers leur engagement. L'un comme l'autre regrettaient le manque de maturité de leurs condisciples, ou la tendance de nombreux agriculteurs locaux à vouloir imiter les fazendas et l'agriculture industrielle.

« Les jeunes ici ont peu d'expérience de vie, peu de maturité et sont assez passifs. Ils n'ont pas conscience des écarts entre ce qui se fait et ce qui pourrait être fait, des possibilités d'amélioration. Très peu réfléchissent à leur projet de manière précise : prévisions, investissement, gestion. Beaucoup restent prisonniers de leurs modes de faire, ils restent sur le mode survie. Ils voient ce que font les gens du sud et pensent que c'est ça qu'il faut faire ».

Très **ouverts et curieux**, ils ont posé des questions sur la pédagogie de l'alternance en France, sur le mode de financement des MFR : *« c'est bon de savoir qu'il y a des gens qui ont des projets semblables dans le monde ».*

Tous deux, comme le représentant des élèves qui a organisé la réunion sur les problèmes financiers du CFR, apparaissent très fortement comme des **leaders dans le contexte de la CFR et potentiellement dans le monde syndical ou associatif**. Dans la perspective des élections qui vont avoir lieu cette année au syndicat des travailleurs ruraux, le nom de l'un d'eux a d'ailleurs été proposé pour la vice présidence (il a déjà été très impliqué dans le syndicat et les mouvements sociaux pendant 9 ans, entre l'arrêt des études et sa venue à la CFR).

Témoignages des deux jeunes de Belterra

- ❖ *« Beaucoup de formations sont très axées sur la théorie, la méthode de formation en alternance arrive tard. Je regrette de ne pas avoir commencé plus tôt. Ça donne une grande opportunité d'apprendre et de mettre des choses en place, de voir au jour le jour des nouvelles méthodes, **développer l'activité dans la région, améliorer les conditions de vie, créer de l'emploi**. Avec nos connaissances et ce que nous gagnerons, nous pourrions **développer de nouveaux projets avec des gens d'ici** plutôt que ce soit des gens de l'extérieur qui viennent exploiter les terres. Ça peut **éviter l'exode rural**. L'objectif : permettre aux jeunes de rester près de la famille sans passer par des endroits très difficiles, des villes où il y a beaucoup de violence, comme Manaus. C'est une **opportunité pour les familles** d'être plus heureuses et de voir plus loin.*

*J'ai fait une formation en horticulture qui m'a beaucoup appris, et qui a été très importante pour moi car **ces gens ont cru en moi**. Et je fais une formation pour les éducateurs des communautés sur l'environnement. Je connais **5 groupes qui travaillent sur la reforestation** : un arbre coupé = un arbre planté. On veut que ça deviennent une obligation et que ceux qui coupent les arbres soient formés et surveillés, pour être sûr qu'ils sont capables et qu'ils respectent. J'espère que vous ferez savoir qu'au Brésil il y a des jeunes qui ont cette vision ».*

- ❖ *« La plupart du temps, les gens n'aiment pas aller dans les réunions pour traiter les problèmes, soit ils les traitent seuls, soit ils attendent que ce soit foutu. Pourtant, beaucoup sont syndiqués. Mais il est rare que les réunions se terminent avec des décisions précises, pas de calendrier d'action. Et si les mouvements sociaux s'impliquent beaucoup dans les mouvements politiques, les leaders syndicaux ont plus tendance à amener les idées du gouvernement dans les syndicats que l'inverse.*

Les gens ont des réalités de vie très différentes et il est difficile de défendre des positions communes. Ici par exemple, on peut faire ce qu'on veut sur nos terres, alors que ceux qui vivent sur les réserves nationales ont beaucoup de contraintes, l'Etat édicte des règles très strictes ».

Via les alliances avec des organisations aux vocations complémentaires

L'ARCAFAR Para a aussi d'autres atouts et points d'appui pour générer un impact dans le milieu : ses liens avec les autres organisations impliquées dans le développement régional. Parmi celles-ci, la « **Fondation Vivre, Produire et Préserver** » occupe une place singulière, tant par ses liens historiques avec les CFR que par son action, fortement orientée aujourd'hui sur le développement économique.

Quand la fondation a démarré en **1991**, l'ARCAFAR n'existait pas encore, et il n'y avait pas encore de CFR dans le Para. Elle a été créée à l'initiative d'organisations rurales, de mouvements pastoraux et d'éducateurs. Elle est passée par **quatre phases** d'histoire : organisation du Mouvement pour la survie de la Transamazonie « Sobre vivença » (survie du peuple) ; développement avec le Mouvement pour le développement de la région Transamazonie et Xingu ; consolidation des bases et développement régional ; innovations technologiques, éducation environnementale, transformation du mouvement vers l'agriculture contemporaine.

Elle compte **113 organisations membres** réparties sur 11 municipalités de la Transamazonie-Xingu et 16 du sud-ouest du Para, notamment des coopératives et associations à vocation économique, des associations de femmes et radios communautaires sur la dimension sociale. Elle travaille avec le Syndicat des Travailleurs Ruraux.

Elle a 4 champs d'action stratégiques :

- Agriculture familiale
- Gestion soutenable des ressources naturelles
- Droits humains et contrôle social
- Communication régionale au sein des membres du mouvement social.

Son directeur considère que la FVPP vit **une période de grand défi**. La fondation a un grand respect des élus et des institutions et a pour principe de chercher à **construire le dialogue entre pouvoirs publics et organisations de la société civile**. Elle fait du plaidoyer, bénéficie d'une reconnaissance et d'un pouvoir d'influence. Aujourd'hui la région est regardée attentivement par l'Etat à cause du barrage de Belo Monte, sur lequel la FVPP exerce un rôle de contrôle social. Dans le **domaine économique**, son action s'inscrit dans une vision qui part des ressources naturelles et des potentiels du territoire : terres fertiles pour le cacao, 9 millions d'ha de forêt, déficit de production alimentaire, gros potentiel en pêche artisanale. La fondation veut renforcer tous ces points et a élaboré un **Plan territorial de développement rural soutenable**.

Elle cherche à **créer de la valeur ajoutée** localement, et a été à l'origine de **15 coopératives de transformation agro alimentaire**, dont une coopération de production de chocolat bio local, ou des fabriques de farine et de pulpes de fruits qui sont distribuées dans les écoles. A l'avenir l'orientation est de créer une centrale des coopératives avec une très grande autonomie. La fondation accumule des fonds créés grâce à l'exploitation du bois, les place, garde le capital et utilise les intérêts pour un **fonds d'appui à la création d'entreprises**, le FONDEMA.

Dans le domaine des **politiques sociales**, elle dispense **2 cours pour adultes** en ethno développement pour les leaders, travaille sur un Programme national de réforme de l'éducation agraire, et enfin **appuie la création et le développement des CFR** dans sa région. Elle a une **équipe de 50 personnes**, dont 15 dans l'exécutif et **30 moniteurs détachés dans les CFR**.

Début 2011, elle a organisé une **grande rencontre avec 400 jeunes** à Altamira venus de tous les CFR. Ils ont fait des groupes de travail sur l'histoire de l'esclavage, les luttes de libération, et des échanges d'expérience, par exemple sur l'autonomie financière des CFR.

Le **document de présentation des CFR** « Systématisation et dissémination des résultats dans les CFR en Transamazonie et Xingu » est une initiative de la FVPP à l'époque où ARCAFAR était en sommeil. Le travail a été réalisé avec l'Université de l'Ouest du Para. La fondation a l'intention de faire la même chose pour l'ensemble du Para car c'est un **outil efficace pour le dialogue avec les pouvoirs publics**.

Le président de la CFR d'Anapu a également indiqué que les CFR, avec la FVPP, travaillent avec les municipalités sur le **développement du territoire et les infrastructures** (questions d'accès, transports).

6. LES CFR EN TENSION ENTRE RESILIENCE³ ET PROFESSIONNALISME

6.1. Des situations assez contrastées, entre une région soutenue par la FVPP et les autres

Le rôle que joue la FVPP dans l'appui aux CFR de la Transamazonie-Xingu est très important, et n'a pas son équivalent pour le moment dans les autres régions du Para. La fondation a une très bonne capacité à mobiliser des financements, même si rien n'est jamais définitif et qu'elle n'obtient pas tous les moyens qu'elle souhaiterait. De ce fait il y a **deux situations différentes : les CFR de Transamazonie-Xingu et les autres**, que ce soit sur le plan des infrastructures et équipements, des ressources humaines, ou de l'accès à la formation pour les moniteurs et les administrateurs.

Dans la **Transamazonie-Xingu**, les deux CFR visitées sont pourvues d'assez **belles infrastructures** en dur, pensées sur le même modèle architectural, avec un bâtiment pour les salles de cours et salle des professeurs, un autre pour la salle informatique, la bibliothèque et une grande salle pour les réunions et les moments festifs, le bâtiment dédié à l'hébergement avec dortoirs des garçons, dortoirs des filles, et logement des moniteurs, et enfin un bâtiment avec cuisine et réfectoire. Elles sont **bien équipées** en manuels et en informatique (une trentaine d'ordinateurs neufs dans la salle informatique de la CFR d'Altamira par exemple, internet est prévu pour bientôt). Ces conditions sont dues au travail de la FVPP qui a mobilisé des **appuis financiers publics et privés**, BNDES et sponsors comme Petrobras par exemple.

De même la FVPP mobilise des ressources qui lui permettent actuellement d'employer **une trentaine de personnes sur des fonctions de moniteurs et de coordinateurs pédagogiques**, qu'elle met à disposition d'un ou plusieurs CFR de la Transamazonie-Xingu. Et elle est capable de trouver les moyens pour organiser des sessions de **formation continue** sur la pédagogie de l'alternance pour les nouvelles personnes qui intègrent cette équipe CFR, ce qu'elle a fait en juillet 2012 par exemple, en faisant intervenir la référente pédagogique de l'ARCAFAR Sud. Les documents de cette formation sont extrêmement bien conçus.

La FVPP **permet donc aux 8 CFR de la région d'avoir des conditions de travail assez favorables**, même s'il y a des ruptures de financement - et donc des contrats, qui génèrent un **turn over assez important** (un moniteur reste en moyenne 2 ans en poste).

En Basse Amazonie, le CFR de **Belterra** est présenté lui **aussi** comme **un cas particulier et privilégié**.

- Tout d'abord parce qu'il a reçu la propriété en donation grâce au précédent préfet, issu des milieux militants catholiques. Il y avait déjà une école sur le site, avec des bâtiments, les parents ont complété les infrastructures. Ils ont visité d'autres CFR pour voir comment ça marche. Ils ont travaillé beaucoup et vite. Ce sont des moniteurs volontaires qui ont fait le tour des communautés pour recruter. Beaucoup de familles se connaissaient déjà par regroupement de communauté. L'association regroupe 100 familles, la CA et le Conseil fiscal comptent 16 personnes, beaucoup ont des enfants scolarisés à la CFR.

³ Capacité à résister aux chocs

- Ensuite parce la préfecture leur a octroyé des aides financières et matérielles conséquentes pendant ses deux premières années d'activités (mise à disposition de professeurs fonctionnaires, contribution alimentaire, transport en bus des élèves, déplacement des professeurs au sein de la municipalité - pour permettre au CFR de visiter les élèves de la municipalité, ce que les autres CFR de la région ne peuvent faire, aide aux déplacements des parents pour les réunions de l'association, prêt d'une voiture en cas de besoin) Suite aux élections d'août /septembre 2012 qui ont amené un changement à la tête de la Préfecture, ces appuis sont remis en cause.

Mais le coordinateur technique de Belterra qui a fait quasiment le tour des CFR du Para (il est le seul dans ce cas) et a visité des CFR dans d'autres Etats nous a indiqué que les autres CFR de la région Basse Amazonie sont dans des conditions matérielles beaucoup plus précaires, parfois sous tente, et que **dans les autres régions du Para, les CFR « se débrouillent avec les moyens du bord »**.

6.2. Des ressources humaines peu stables et des métiers mal identifiés

Les quelques moniteurs et coordinateurs pédagogiques ou techniques rencontrés nous ont semblés très engagés, très préoccupés de bien construire leur pédagogie et l'accompagnement des projets des jeunes. Par contre, **l'organisation des équipes est assez difficile à « décoder »** : la composition est variable, les fonctions souvent multiples et entrecroisées : « *on fait un peu de tout* », les termes utilisés un peu confus - notamment les différents poste de « coordination ».

CFR	Altamira	Anapu	Belterra
Nb d'élèves	79	70	59
Coordination	1 coordinatrice pédagogique FVPP	1 coordinateur qui "fait le lien entre parents et enfants" FVPP	Un coordinateur technique Préfecture
Techniciens	2 FVPP		
Professeurs	3 Préfecture	3	5 Préfecture ; mobiles
Autres	7 intervenants temporaires		1 ingénieur forestier sur les 5 CFR de la région

Le chargé de mission sous régional confirme que cette fonction de coordination est entendue de façons assez diverses dans le nord. Il l'a récemment travaillée avec les CFR du Maranhão à partir d'un texte de l'ancien directeur du Centre national pédagogique de l'UNMFREO.

En principe dans la Transamazonie-Xingu, il y a **deux moniteurs permanents dans chaque CFR**, les autres sont mobiles, et c'est la situation la plus favorable. Le fait que les professeurs tournent entre les CFR limite les possibilités de développement des effectifs, car il n'est pas possible de faire venir des promotions à tour de rôle en jouant sur l'alternance, alors que cela permettrait d'optimiser l'utilisation des infrastructures et des équipements.

Les **points communs concernant les ressources humaines** des CFR sont donc surtout **l'insuffisance et l'instabilité**, avec un sentiment d'incertitude pour les personnels et donc pour les responsables associatifs. C'était particulièrement net lors de la mission, car les gens craignent que les négociations en cours avec l'Etat retardent la rentrée, voire la compromette en réduisant drastiquement les effectifs de moniteurs. A Belterra, le CFR a décidé de ne pas accueillir de nouvelle promotion tant qu'ils n'y voient pas plus clair.

Pour le moment il n'y a **pas « d'équipe pédagogique type »** ; par manque de moyens, les CFR distribuent les rôles en fonction des personnes présentes et de leurs compétences, les professeurs tournent sur plusieurs CFR. C'est une **preuve de flexibilité et une nécessité** dans le contexte qui a prévalu jusque là, d'où le terme de résilience adopté dans le titre.

Mais les CFR gagneraient à stabiliser les équipes, le modèle organisationnel et le fonctionnement pour piloter le développement de l'activité (projets d'augmentation des effectifs) et pour rendre compte, ce que les CFR devront faire quand ils auront une convention avec le ministère de l'éducation.

6.2.1. Les supports pédagogiques

Les CFR de Transamazonie-Xingu utilisent des documents pédagogiques qu'on retrouve dans d'autres contextes : Plan de formation qui montre le déroulé des modules et thèmes, Plan d'étude pour guider la recherche des élèves dans les moments de pratique, carnets de liaison avec les parents, guide d'élaboration des projets professionnels. Dans la CFR d'Altamira, un tableau d'affichage extérieur et un dans la salle des professeurs ont permis de voir une organisation assez rigoureuse.

6.3. Des coûts de formation mal maîtrisés dans les CFR et un financement encore au coup par coup

Il n'a pas été possible de voir un budget de CFR en bonne et due forme, ce qui ne veut pas dire que cela n'existe nulle part (aussi bien la CFR de Belterra que les CFR de Transamazonie-Xingu en ont). Mais soit le temps d'entretien ne le permettait pas, soit l'interlocuteur n'était pas la bonne personne, ou celle-ci n'avait pas les documents avec elle, l'ordinateur avait un virus, ou les réponses étaient floues. Autre élément assez questionnant, la CFR de Belterra a changé 3 fois de Trésorier en deux ans, suite à une gestion laxiste. La nouvelle trésorière a été élue en décembre, en période de grandes vacances, elle n'avait donc pas assez d'expérience pour pouvoir en parler.

Au moment de notre visite, cette maison était confrontée à un problème de trésorerie : elle obtient son énergie d'un petit barrage local commun à deux communautés, qui la sollicitaient pour participer au financement d'une pièce défectueuse, et elle n'avait pas la possibilité de décaisser les 650 RS demandés. C'est ce qui a motivé l'organisation d'une réunion par le président des élèves. Le coordinateur technique estime pourtant le retard de paiement des familles à 5 voire 6.000 Rs. Il nous a expliqué également que d'autres difficultés guettent, car la maison doit payer des taxes sur salaires tant qu'elle n'est pas agréée par le Ministère de l'Éducation et de la Culture, et les pénalités de retard montent très vite.

Cependant, la FVPP maîtrise la question. Elle estime le coût réel d'un élève en CFR (frais pédagogiques et frais de vie) à **7.000 Rs par an**. Mais aucune CFR ne dispose de cette somme, ce qui explique le manque de ressources humaines et met les maisons en tension.

Les ressources proviennent de trois ou quatre contributeurs :

- **L'Etat** qui donne 2.900 Rs par élève sur les coûts pédagogiques (FONDEB en négociation avec le SEDUC, voir infra) ;
- **Les préfectures**, qui mettent à disposition des professeurs, du personnel d'appui (cuisinières, service, surveillants) et qui participent parfois aux frais de nourriture (voire aux déplacements comme à Belterra) ; à Anapu par exemple, la préfecture donne 48.000 Rs par an à la CFR (soit 686 RS/élève et par an) ;
- **Les familles** qui doivent participer à la nourriture, en nature et en espèces (environ 15 Rs par session) ;
- **Le syndicat local des travailleurs ruraux** qui peut aussi contribuer sous différentes formes selon les lieux.

La FVPP peine à avoir des ressources pour chaque école. D'après son directeur, **après leur construction, les écoles dépendent de la dynamique locale de chaque association**. Un président de CFR confirme, avec des propos qui montrent un certain découragement : *« avant c'était beaucoup plus simple, mais avec le nouveau préfet tout est encore en négociation. Rien n'est sûr, on n'a pas d'accord définitif, chaque fois que les aides sont finies il faut redemander. L'apport des élèves est irrégulier. On a un objectif d'auto suffisance. Tout change, tout bouge, on attend de voir »*.

Les moyens pour la formation continue des moniteurs ne sont pas inclus dans ce montant de 7.000 Rs par élève. Mais pour le moment les CFR mettent la priorité sur l'obtention de la base de financement des élèves et le **budget de formation continue des moniteurs est traité à part** par la FVPP, et concerne pour le moment la seule région de Transamazonie-Xingu.

Le financement des infrastructures, du matériel et de bourses pour les élèves (que l'ARCAFAR Sud a déjà obtenu) peut être obtenu auprès du programme étatique PRONACAMPO (voir infra).

6.4. Un pilotage assez « flou », une gouvernance peu formée et un projet associatif « intuitif »

Nous avons vu que les parents sont très impliqués et présents dans ou aux côtés des CFR. Pour autant, certains ont du mal à occuper leur place dans l'orientation de leur structure, la prise de décision et la gestion. Les associations se réunissent régulièrement, mais les administrateurs n'ont pas été formés à leur fonction, et dans les CFR visités, leur vision de l'avenir tient plus de la **poursuite des activités** et des **améliorations à la marge** que d'un projet pensé et construit. Ils veulent trouver des solutions à leurs problèmes de financement, mais beaucoup se sentent démunis. Le président de Belterra exprime aussi que le bénévolat des administrateurs est difficile à maintenir : *« c'est un bel investissement personnel mais très difficile, car c'est autant de temps qu'on ne passe pas en famille ni sur son exploitation, et ça entraîne des dépenses »*.

Comme les **occasions de se rencontrer** sont encore **rares** (faute de moyens et parce que l'ARCAFAR se concentre pour le moment sur les négociations institutionnelles), que quelques personnes seulement participent aux échanges de visu ou téléphoniques, **les niveaux d'information** sur la situation actuelle et ce qui se négocie en ce moment entre l'ARCAFAR et l'Etat **sont très inégaux**. **Certaines CFR se font instrumentaliser par les Préfets** qui veulent arrêter leur soutien au motif que le SEDUC va financer, alors que celui-ci ne prend en charge que les équipes pédagogiques et que rien n'interdit des appuis complémentaires des préfectures sur ce qu'elles assurent déjà, comme les personnels de soutien ou l'alimentation des élèves.

On retrouve sur ce sujet la **différence entre Transamazonie-Xingu et les autres régions**. Dans la première, la FVPP informe les maisons, et travaille avec les administrateurs sur son bilan annuel et sa planification relativement aux CFR. Ainsi, le président de la CFR d'Anapu avait des informations précises sur le changement de statut et le règlement scolaire unifié (voir infra), et nous a expliqué les axes de travail de la FVPP pour 2013 (Investissement dans les écoles, coordination des événements populaires pour attirer l'attention du gouvernement, régularisation des terres).

Autre difficulté, hors en Transamazonie-Xingu, les CFR n'ont **pas encore de système de suivi et de pilotage** qui leur permette de se tenir précisément informés des activités et des évolutions de leur maison, ni de travailler sur des prévisions fondées. A Belterra, c'est le coordinateur pédagogique qui a monté le projet et qui est en discussion avec la préfecture, les administrateurs suivent de loin. Une bonne partie de nos interlocuteurs, coordinateurs et administrateurs, ont cependant tout à fait **conscience qu'ils vont devoir s'organiser et rendre des comptes de façon beaucoup plus rigoureuse**.

7. L'ARCAFAR PARA : UNE REPRISE EN MAIN IMPRESSIONNANTE

Jusqu'en 2011, le réseau du Para était en sommeil, il n'a tenu aucune réunion pendant 3 ans, ni AG ni CA, le président de l'époque travaillait seul. La relance de l'ARCAFAR Para tient en partie à la convention programme, mais aussi au dynamisme et aux capacités de mobilisation de financements de la présidente de l'ARCAFAR Nordeste et Norte, qui a trouvé des ressources auprès du MDA pour organiser une rencontre de toutes les CFR du Maranhão et du Para en mai 2011.

7.1. Après plusieurs années de sommeil, l'ARCAFAR Para redémarre vite et fort

7.1.1. Une priorité sur la gouvernance et la structuration du réseau

Le nouveau président de l'ARCAFAR Para, Agnaldo P de Oliveira a été élu le 1^{er} mars 2012. Il est moniteur, coordinateur pédagogique à la CFR d'Uruara et coordinateur pédagogique pour la région Transamazonie-Xingu. Il a également été président de cette CFR pendant 8 ans. Fils d'agriculteur, il a 2 enfants qui ont étudié en CFR, dont un qui poursuit des études pour être ingénieur agronome.

Très volontaire, il considère la reprise en main d'ARCAFAR Para comme un défi considérable, il faut en effet relancer, restructurer, voire reconstruire le réseau. Il y consacre trois jours par semaine.

Mai 2011 : les CFR du Para se réunissent après des années d'isolement

Un **séminaire** a été **organisé par l'ARCAFAR Nordeste e Norte** du 16 au 20 mai 2011 à Belém afin de réaliser un diagnostic participatif de la situation et débattre de l'expansion des CEFFAs dans l'État du Para. 26 CFR du Para sur les 27 en fonctionnement étaient représentées, la majorité par 3 personnes (1 agriculteur parent d'élève, 1 moniteur ou coordinateur, 1 jeune en formation), soit 86 participants au total.

Ce rassemblement avait pour objet de réaliser un **diagnostic de situation** et d'élaborer le **plan d'action triennal** de l'ARCAFAR Nordeste e Norte en lien avec la convention programme, pour les deux États du Maranhão et du Para. Une enquête avait été envoyée en amont à tous les CFR. **C'était la première fois depuis plusieurs années que les CFR du Para se retrouvaient et ils ont beaucoup apprécié**, mais le président de l'époque n'a pas voulu faire un diagnostic et le Para a pris 3 mois de retard sur les autres réseaux du Brésil.

L'ARCAFAR Nordeste e Norte a profité de l'occasion pour réactiver les relations avec le SEDUC du Para qui n'honorait plus financièrement les conventions qu'il avait signé avec certaines CFR, n'autorisait pas la délivrance de certificats de fin de formation pour les jeunes et posait des exigences administratives impossibles aux CFR. **Les participants ont rédigé un texte de proposition et se sont rendus collectivement au Secrétariat à l'Éducation**, après avoir saisi le Ministère Public (instance qui a le pouvoir de mandater une injonction de payer à tout État du Brésil).

C'est également à ce moment que la **réflexion** a été lancée sur la **création d'une nouvelle structure fédérative des CFR du Para** (qui juridiquement n'existait plus) afin d'assurer la représentation auprès des pouvoirs publics de l'État. La question a été posée d'une nouvelle forme d'organisation plus adaptée à l'étendue du territoire de l'État et à la dispersion des CFR, et une Assemblée Générale constitutive a été programmée pour fin Septembre à Altamira avec 3 représentants par CFR.

Mars 2012 : AG constitutive et mise en place d'une nouvelle équipe

Cette Assemblée Générale constitutive s'est en fait tenue en mars 2012. Elle a permis l'**élection de nouvelles instances** et du **président actuel** Agnaldo qui a pris en main les **trois priorités** ont été définies alors : régulariser la situation avec le SEDUC, obtenir des données fiables sur les

activités des CFR et restructurer l'ARCAFAR Para en 4 sous régions. Un déplacement du président et du chargé de mission est prévu dans toutes les CFR des 4 zones mais n'a pas encore eu lieu à ce jour.

Malgré les critiques dont il a fait l'objet, l'ARCAFAR a souhaité garder de bonnes relations avec le **précédent président**, qui siège au Conseil de l'éducation et peut jouer un **rôle de conseiller législatif et juridique**. C'était une décision sage dont l'importance se confirme aujourd'hui : lors de la réunion au SEDUC le 26 février, il a apporté des informations assez pointues qu'apparemment ni l'ARCAFAR ni les chefs de service du SEDUC ne connaissaient.

7.1.2. Une dynamique très volontaire qui a permis de régulariser la situation et de renouer avec ses partenaires institutionnels

Régularisation statutaire des CFR

Les textes qui permettent aux organisations de formation d'accéder à des financements publics précisent que les structures ne peuvent être des organismes privés commerciaux. Le statut associatif des CFR était ambigu et il leur a fallu en changer. Le processus est en cours, à ce jour 23 CFR du Para ont opté pour le **statut d'école communautaire** qui les rend éligibles aux fonds publics.

Régularisation des diplômes non délivrés depuis 2000

Le deuxième chantier sur lequel l'ARCAFAR Para a bien avancé est celui de la régularisation des diplômes non délivrés depuis 2000. Depuis lors, les jeunes n'avaient pas été enregistrés par le SEDUC et n'avaient donc pas reçu de document de validation de leur formation. L'ARCAFAR Para a mobilisé tous les CFR pour qu'ils traitent les dossiers et les transmettent, et a obtenu les **certificats de formation pour 2.311 jeunes** pour tout le Para.

Conception d'un règlement scolaire unifié

Le troisième axe de travail piloté par le nouveau président a été la conception d'un « règlement scolaire unifié », **document cadre qui donne les éléments pédagogiques communs à toutes les CFR**. L'ARCAFAR l'a construit en consultant toutes les maisons, avec une série de séances de travail par téléphone. C'est un document très précis qui présente les **plans de formation par niveau** (enseignement fondamental et medium) **et par module**, avec les matières générales dites « bases communes » et les matières techniques (agriculture, agro écologie, zootechnie, coopérativisme & associativisme, gestion des ressources naturelles pour l'enseignement fondamental ; agriculture, agro écologie, agri élevage, agro foresterie, transformation, activités extractives pour le Medium).

Les bases communes sont les mêmes pour toutes les CFR ; les enseignements techniques doivent être adaptés à chaque situation locale.

Néanmoins, le coordinateur technique de Belterra qui n'a pas participé au processus est **inquiet** du degré de précision du document. S'il convient que l'unification est positive car elle amène une reconnaissance par l'Etat, il craint que les **marges de manœuvre** soient maintenant insuffisantes **pour** pouvoir apporter cette **diversification** dans les enseignements techniques. Or dans la CFR de Belterra qui regroupe 2 municipalités, il existe des **réalités de production différentes** : fruits et élevage sur le plano alto, pisciculture et extraction (bois, matière brute végétale et huiles médicinales) dans le Tapajos, où ce n'est pas l'agriculture qui est à la base de l'activité économique mais l'agroforesterie.

En outre, comme le processus s'est déroulé par discussions téléphoniques avec un groupe puis un autre, mais sans moment où ils ont pu se retrouver tous ensemble, rien n'a été mis en commun, et les niveaux d'information sont très disparates et inégaux.

Des négociations financières bien engagées avec le SEDUC

Sur ces bases, l'ARCAFAR Para a pu engager les **discussions avec le SEDUC sur une convention de financement**. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu. Celle du 26 février à laquelle nous avons assistée avait pour objectif de quantifier le nombre de formateurs que le SEDUC doit prévoir pour les CFR. Mais elle n'avait pas été préparée et les discussions se sont un peu perdues dans les détails. De plus les **textes** semblent **complexes et mal connus des protagonistes**, et les conseils législatifs et juridiques apportés par Léonidas, l'ancien président de l'ARCAFAR, ont été cruciaux. Enfin, plusieurs services sont concernés (au moins deux, « Education Jeunes et Adultes » et « Education du Campo ») et les relations ne sont pas très fluides.

Dans le processus de financement par l'Etat, à partir du moment où le Secrétariat d'Etat à l'éducation immatricule les élèves dans la base de données du MEC Brasília, cela ouvre le droit à une **subvention fédérale**. Les sommes sont versées au **SEDUC**, qui **décide de leur affectation** et qui **peut** aussi décider de **les compléter sur son budget** éducation propre.

Le SEDUC de Belém est effectivement prêt à détacher non seulement des formateurs dans les CFR mais aussi des coordinateurs pédagogiques par pôle (au Maranhão, cette bonification est orientée sur la formation des administrateurs des CFR). De **plus il va prendre en charge la période de transition** en attendant les fonds de Brasília qui devraient arriver en mai.

L'ARCAFAR Para devra communiquer sous 10 jours les informations relatives à ses besoins : effectifs et nombre de formateurs requis par CFR, organisation des groupes de CFR pour la mise à disposition des professeurs (mobiles) et des coordinateurs pédagogiques de zone. Les 27 CFR potentiellement concernés seraient répartis dans **8 à 10 pôles pédagogiques** :

- 1 pôle en Basse Amazonie
- 3 en Transamazonie-Xingu
- 2 dans les Iles
- 1 à 3 dans le Nordeste (dits Tocantins)
- 1 dans le sud.

Il faudra ensuite un mois et demi pour que le SEDUC valide les curricula, chaque service devant valider le dossier selon ses spécificités.

Les représentantes du SEDUC ont insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'elles voudront à l'avenir des informations de suivi contrôle, pour leurs services et pour le MEC.

Pour plusieurs interlocuteurs, **l'enjeu est ne pas devenir une école d'Etat**. En effet, les personnels seront détachés par le SEDUC dans les CFR. Mais en principe cette situation est prévue pour 18 mois, après quoi les CFR devraient recevoir une subvention et pouvoir contracter directement (accords opérationnels jusque 2016).

7.1.3. La réflexion de l'union associe intelligemment mission interne et mission externe

Les CFR ont besoin de relations entre elles et avec l'ARCAFAR

Après des années d'isolement, hormis dans la région de Transamazonie-Xingu, **les CFR sont satisfaits** de voir que **l'ARCAFAR reprend sa fonction de mise en lien et de négociation** avec les pouvoirs publics. Les propos entendus dans les maisons sont globalement positifs. Certains administrateurs sont un peu perdus sur les changements en cours dans les statuts et la pédagogie, mais pensent que l'ARCAFAR fait de son mieux pour les tenir informés et les conseiller. Ils savent que dans un espace aussi vaste que le Para le défi est grand.

Pour le moment, ni les CFR ni l'union n'ont les **ressources** matérielles, logistiques, téléphoniques et informatiques **pour communiquer entre CFR** d'une même région ou pour participer à une réunion. Or en l'absence de rencontre, l'ARCAFAR n'a pas vraiment la capacité ni d'être proche des CFR ni de bien représenter tout le monde. Une **réflexion** a donc été engagée sur son **organisation**.

Les distances conduisent à penser une réorganisation en 5 pôles

Le **projet de réorganisation** de l'ARCAFAR Para est **en réflexion depuis plusieurs mois**. Il a été longuement **discuté avec la fédération d'Isère** lors de sa mission de juillet 2012. Pour s'adapter aux problèmes de distances et à l'insuffisance de moyens qui les obligent à mutualiser, les administrateurs de l'union envisagent de se **répartir les responsabilités sur 5 régions** : Transamazonie-Xingu, Basse Amazonie, Iles, Nordeste (les gens disent Tocantins) et Sud. Chacun d'eux sera référent de sa zone. **Le siège de l'ARCAFAR sera à Altamira**, plus central que Belém. Un professionnel sera recruté pour assurer la coordination d'ensemble, l'animation du réseau et la circulation de l'information. Ils prévoient de s'appuyer sur les outils informatiques, de créer un site web et de faire en sorte qu'au moins une CFR par région soit équipée.

Cette organisation régionale est descendue sur un découpage plus fin lors de la réunion avec le SEDUC puisque sur le plan pédagogique, il y aurait entre 8 et 10 pôles pour l'organisation des équipes mobiles d'enseignants et la nomination de coordinateurs pédagogiques (pas plus 3 CFR par coordinateur). Néanmoins, le schéma organisationnel n'est pas bouclé, il le sera lors de la définition du projet stratégique en mars.

La prochaine assemblée générale sera un temps fort

La prochaine AG de l'ARCAFAR est programmée pour les 23, 24 et 25 mars. C'est là qu'ils estiment qu'ils vont vraiment relancer leur activité. Ils **ont invité** leurs collègues de l'**ARCAFAR Sul** et du **Maranhão**, et chaque région sera invitée à présenter ses activités et projets.

En amont, l'ARCAFAR va travailler sur son plan stratégique à 5 ans

En amont de l'AG, deux jours sont programmés pour travailler sur la planification stratégique à 5 ans, les 15 et 16 mars. **L'ARCAFAR va inviter** différents **acteurs** du Para **qui travaillent sur** des sujets liés à la **formation**, au **développement du milieu rural** et à l'**agriculture familiale**, qui sont ses partenaires actuels ou potentiels : FVPP, CAPAC (ONG qui travaille sur des projets alternatifs en éducation et protection des forêts), CPT (Centre Pastoral de la Terre), GIPP (Groupe d'intérêt et de recherche publique), UFPA (Université fédérale du Para / niveau supérieur et recherche), IFPA (Institut fédéral du Para / formation technologique), SABRAME (Service d'appui aux entreprises) et UFOPA (Université fédérale de l'ouest du Para).

L'ARCAFAR est en train de (re)construire une équipe pédagogique

Parallèlement à son travail de consolidation institutionnelle et d'unification des programmes, l'ARCAFAR Para a entrepris de reconstruire son **équipe pédagogique** et de travailler sur les outils pédagogiques des CFR. Composée de pédagogues, de professeurs des matières classiques, de spécialistes techniques comme des ingénieurs agronomes ou des zootechniciens, cette équipe a commencé à **étudier les outils pédagogiques utilisés dans les CFR** pour les **harmoniser** et **bâtir des outils de référence** dont l'utilisation puisse être adaptée à chaque situation. Les outils cités sont : Plan de formation, Recherche participative et Plan d'études.

Une première séance de travail a eu lieu les 6 et 7 janvier. La prochaine est prévue les 3-4-5 mars. L'objectif de l'ARCAFAR est d'intégrer le réseau pédagogique Amérique latine.

Autres recherches de financements

Le financement des formateurs par le SEDUC ne couvre pas l'ensemble des besoins de l'ARCAFAR.

Localement, les CFR cherchent déjà à entrer en contact avec des **organisations de leur région**, mais elles n'en sont qu'au début.

L'ARCAFAR bénéficie maintenant de l'**appui d'une ONG nationale**, le GIPP (Groupe d'intérêt et de recherche publique), qui va l'aider **dans ses recherches de financements**. Une représentante du GIPP était présente à la réunion avec le SEDUC et a mis l'union en relation avec **l'Institut Natura** à Sao Paulo, entreprise de cosmétique bio qui finance des projets. Une rencontre est prévue le 18 mars.

Du côté de **l'Etat brésilien**, d'autres ressources sont accessibles en particulier auprès du MDA / Ministère du Développement Agraire qui a une **volonté forte de soutenir les CFR** en augmentant notamment leur nombre sur tout le territoire, tout en préservant leur autonomie associative. En effet, l'alternance est reconnue au Brésil par le Conseil National de l'éducation, mais pour le moment très peu développée.

Le rapport de mission de l'UNMFREO d'octobre 2012 indique qu'étant donné qu'il y a 5 500 municipales, on pourrait facilement imaginer que le Brésil compte 1 500 CFR. Pour le MDA, il s'agit **d'aider les familles à laisser la place aux jeunes** et de plus, **faciliter la reprise d'exploitations** (20% sont sans successeur dans le Sud). Il revient aux CFR et aux ARCAFAR d'obtenir la reconnaissance des formations auprès des Secrétariats d'Etat à l'Education. Il leur revient également d'accompagner les jeunes en formation pour leur insertion, afin qu'ils construisent un projet professionnel (choix entre agriculture et autres métiers ruraux, ou pluriactivité). Enfin, il est attendu des moniteurs de CFR un accompagnement des jeunes auprès des banques pour la négociation de leur crédit.

Le **PRONACAMPO** notamment est un gros **programme fédéral 2012-2016 sur l'agriculture familiale** qui peut octroyer des **financements** pour les **infrastructures et équipements**, matériel informatique, **bourses** pour les jeunes et familles (c'est pour accéder au PRONACAMPO que les CFR ont du modifier leurs statuts comme « écoles communautaires »). Le texte du PRONACAMPO précise dans son Article 3 que les CEFFAs peuvent bénéficier du FONDEB, et que c'est la 1^{ère} fois qu'un texte national au Brésil mentionne les CEFFAs, appellation qui regroupe les **deux types de réseaux qui existent au Brésil : les CFR et les EFA**, maisons familiales issues du modèle italien et s'adressent à des publics plus jeunes avec des objectifs plus scolaires. Les deux réseaux **se sont récemment rapprochés**, ont mené des négociations ensemble, et ont le **projet de créer un « Institut des CEFFAs »** au niveau fédéral qui leur permettrait d'accéder à une reconnaissance et à des financements plus stables. Cette **première étape de reconnaissance** que constitue leur prise en compte explicite dans un programme national est le **résultat des rencontres et du travail des réseaux nationaux qui ont renforcé leurs liens et énoncé ce projet commun d'institut grâce à la convention programme**.

L'ARCAFAR Sul est plus avancée : elle a déposé un projet au Ministère du Développement Agraire (MDA) pour développer l'esprit associatif et de coopération auprès des jeunes. Le MDA a conçu sur cette base un appel à projet tellement spécifique que seuls eux pouvaient répondre. Le Nord n'a pas réussi à avoir tous les documents pour être éligible.

7.1.4. De grandes avancées, des moyens encore limités et une autonomie à prendre

Suite à sa mission de juillet **2012**, la fédération de l'Isère formulait des **craintes pour l'ARCAFAR** et trouvait les CFR fragiles et bloquées dans des logiques de court terme, avec le risque que les associations perdent leur originalité à force de courir après les financements, qu'elles soient instrumentalisées par l'Etat, surtout dans le Para. De plus elle constatait que faute de pouvoir donner des chiffres sur leurs activités et leurs résultats, elles passaient à côté d'opportunités de financement intéressantes. Cette situation est encore vraie aujourd'hui.

Mais **l'ARCAFAR a fait beaucoup de chemin en un an** : réunion des CFR, renouvellement des instances, reconnaissance juridique de l'union et de 23 CFR, régularisation des sortants, partenariat avec le GIPP.

Elle représente un tissu de CFR portées par les familles, où l'alternance est une réalité, qui produit des effets concrets sur les exploitations familiales et permet à des jeunes de bâtir des projets de vie et des projets professionnels cohérents, ancrés dans leurs milieux.

Les défis qui lui sont encore posés sont de mener à bien les différents chantiers en cours : réorganisation interne pour l'animation du réseau et la fonction d'appui pédagogique aux CFR, réflexion stratégique, finalisation de la convention avec le SEDUC et recherche d'autres financements publics et privés, pour financer des ressources humaines pour l'union, des moyens pour organiser des rencontres et le suivi des CFR, la formation continue des moniteurs, celle des administrateurs des maisons, voir pour acquérir ses propres locaux comme elle le souhaite. Son président vise un **objectif d'autonomie totale à 5 ans**.

Pour ce faire, l'ARCAFAR aura notamment besoin de **s'autonomiser de la FVPP**, qui ne peut répondre à tous ses besoins et qui considère qu'à l'instar d'autres organisations qu'elle a soutenu, l'ARCAFAR doit « *sortir pour grandir* ». Cette démarche pourrait néanmoins ne pas être simple, vu l'importance des CFR dans la fondation, à la fois sur le plan stratégique, humain et financier.

8. LA CONVENTION PROGRAMME, UN LEVIER POUR L'ARCAFAR PARA

Le chargé de mission sous régional⁴ de l'UNMFREO appuie deux pays (Brésil et Colombie) mais quatre « unions » (initialement 3 mais la renaissance de l'ARCAFAR Para et sa distinction d'avec l'ARCAFAR Nordeste e Norte font qu'en réalité il y en a 4) : 1 au Brésil sud, 2 au Brésil Nord et 1 en Colombie. Il a pris ses fonctions plus tard que ses collègues (janvier 2010) et sera donc en poste jusqu'à fin 2013.

8.1. Le moteur est la dynamique brésilienne

La description de l'histoire des CFR du Para et de ses évolutions récentes accompagnées par la convention programme montre qu'il existe une **très grande motivation** et un **très fort engagement** des acteurs pour les maisons, leur union et la formation des jeunes ruraux. Les CFR ont résisté pendant plusieurs années à des conditions très difficiles et le séminaire de relance de 2011 a été fortement porté par l'ARCAFAR Nordeste et Norte.

Avec peu de moyens, la nouvelle union a réalisé et obtenu beaucoup en un an et demi.

De même, il est clair que **la plupart des réponses** aux besoins du mouvement **existent dans le contexte**, que ce soit du côté des pouvoirs publics et des politiques publiques que des alliances nouées par les mouvements des CFR avec d'autres organisations de la société civile ou dans le cadre des CEFFAs.

8.2. En soutenant les rencontres, la CP a permis de libérer les énergies

Cependant, ce contexte est complexe, les changements politiques affectent les accords passés, et les CFR sont soumis à des contraintes très fortes pour accéder à leur autonomie. La **convention programme** a donc représenté un **vrai levier** pour permettre aux CFR du Para de se remettre dans une **dynamique collective**. Elle leur a apporté les moyens qui manquaient pour qu'ils se réunissent à nouveau et puissent **relancer leur mouvement** : financement des rencontres de 2011 et de l'AG de 2012, budget de fonctionnement pour l'ARCAFAR Para qui a permis aux administrateurs et notamment au président de mener les multiples démarches nécessaires à la régularisation de la situation et à la réactivation des relations avec les partenaires institutionnels.

En outre, elle a permis des échanges au niveau fédéral entre les 3 ARCAFAR et la montée en puissance du réseau CEFFAs.

⁴ Maurice Chaverot, parcours professionnel dans le mouvement des MFR, comme moniteur, puis directeur de MFR puis directeur de fédérations départementale et régionale

8.3. C'est vraiment au sens propre que le chargé de mission « accompagne le mouvement »

Le chargé de mission a dû adapter les orientations de sa feuille de route (formation des présidents et directeurs d'union, formation TAR) pour plusieurs raisons :

- Il est basé à Curitiba au sud du Brésil et a également en charge l'appui à l'émergence d'un nouveau réseau en Colombie. Il ne peut donc être présent très souvent dans le Para, et il n'a pas eu la possibilité de faire le tour des CFR. Une connaissance plus concrète des réalités l'aurait peut-être amené à mettre en place une formation des moniteurs dans le Para...
- ...mais l'union étant en phase de renaissance et de reconstruction, elle avait défini ses priorités, et a concentré ses énergies et ses moyens financiers sur les axes qui avaient été fixés. Elle n'était pas forcément disponible pour d'autres sujets. En outre elle n'a pas encore de directeur et tout le travail repose pour le moment sur les épaules de quelques administrateurs.
- Les ARCAFAR Nordeste et Norte et ARCAFAR Sul ont des équipes pédagogiques qui assurent la formation continue des moniteurs des CFR. La formation TAR devait donc être pensée dans ce cadre.

8.3.1. Deux formations sous régionales

Le chargé de mission sous régional était présent lors de la rencontre de mai 2011 à Belém qui a travaillé sur les plans d'actions triennaux.

Il a ensuite organisé deux formations sous régionales pour les présidents et directeurs d'unions sur 4 théoriquement prévues.

- en août 2011 à Sao Luis (pour les réseaux brésiliens uniquement). Thèmes traités : vie associative, plaidoyer assemblée parlementaire Maranhão, indicateurs de suivi évaluation.
- en octobre 2012 à Barracao (réseaux brésiliens et colombien). Thèmes traités : indicateurs de suivi, diversification des formations, capitalisation sur l'insertion jeunes, structuration en réseau, suite de la convention programme.

8.3.2. Une formation TAR uniquement pour le Brésil sud

La formation « Techniciens Animateurs Ruraux » ou « TAR » - à priori une formation pour les moniteurs - n'intéressait pas les ARCAFAR et de fait, **l'ARCAFAR sud et l'ARCAFAR Nordeste e Norte** n'ont pas forcément de problème dans ce domaine pour le recrutement ou la formation ; elles **ont leurs propres équipes pédagogiques**, avec des personnes compétentes et capables d'assurer la formation des moniteurs de CFR.

L'activité dans ce domaine a été de monter une **formation à distance pour les coordinateurs/directeurs des CFR sur l'appui à la vie associative des maisons**. En effet, la vie associative constitue un point faible dans toute l'Amérique latine : la notion n'existe pas, les personnes ont peur de ne pas être capables et n'ont pas l'habitude de rendre des comptes. La structure juridique de l'association existe au Brésil, elle est à peu près identique à la France, mais elle est difficile à faire vivre. Quand les latino-américains viennent en France, ils sont toujours surpris de la place des parents dans la vie des MFR. C'était donc un sujet adapté au contexte. Pour les raisons évoquées en introduction, elle a pour le moment été travaillée **uniquement dans le Sud**.

La formation a été construite avec un groupe de 18 personnes : 10 coordinateurs de CFR, des superviseurs de l'ARCAFAR (entre 1 et 3 par Etat, qui ont un rôle d'accompagnement des CFR) et 2 membres du CA de l'union. **Quatre modules** ont été définis et sont accessibles sur ordinateur, avec pour chaque thème des focus, des témoignages, des éléments de référence et des questionnements.

Des **regroupements** des participants sont prévus pour :

- Présenter la démarche, choisir les modules et les méthodes,
- Faire un bilan intermédiaire et recenser les bonnes pratiques à partir d'une présentation des actions réalisées,
- Evaluer la formation et les acquis.

La première réunion a eu lieu et la suite de la formation va se dérouler sur l'année 2013.

Elle ne donne pas lieu à l'élaboration de référentiel.

8.3.3. Des formations pour les acteurs des CFR sont menées avec l'ARCAFAR Maranhão

L'ARCAFAR Maranhão est plus solide et plus structurée que l'ARCAFAR Para. Elle a une équipe de 3 permanents et vient de recruter 2 nouveaux assistants pédagogiques. Ils sont basés dans le Maranhão, mais au niveau pédagogique ils peuvent intervenir dans le Para, qui pour le moment n'a pas d'équipe en propre.

Ainsi, l'ARCAFAR Maranhão a réalisé fin février 2013 (fin de la mission d'évaluation) une formation pour des responsables de CFR en binôme président-coordonateur, avec un financement SEDUC et de la convention programme. Elle a réuni pendant trois jours les 18 CFR de l'Etat et 40 personnes. Cette session fait suite à une formation tenue en octobre 2012 et les points traités concernent principalement : le rôle de l'association, du président et de l'équipe de coordination ; les documents à harmoniser par rapport à la convention avec l'Etat ; la gestion financière et la comptabilité. Elle a été suivie le 1^{er} mars de l'AG de l'ARCAFAR Maranhão.

L'ARCAFAR Para pourra faire de même quand elle aura mené à bien sa restructuration, et éventuellement s'appuyer sur les compétences et supports de l'union du Maranhão.

C'est déjà le cas pour une formation pédagogique des **moniteurs** du Para qui est programmée du 11 au 15 mars et qui sera co animée par le chargé de mission sous régional et des coordinatrices pédagogiques du Maranhão et du Para.

8.4. La fédération de l'Isère n'a pas encore pris sa place

8.4.1. Une seule mission en 2 ans, pour un partenariat qui concerne deux ARCAFAR

Les relations entre fédérations et Unions se mettent en place. Paradoxalement, la fédération de l'Isère qui a des relations assez anciennes avec le nord Brésil, et qui a été très impliquée au début des années 2000 avec la mise à disposition d'un moniteur volontaire sur place, n'est pas entrée pleinement dans la dynamique de la convention programme.

Malgré les constats positifs opérés lors de la reprise de contact en 2008 puis mi 2012, elle ne s'est pas investie et cette **mission de juin-juillet 2012** réalisée par une délégation de trois personnes est **la seule à avoir été menée depuis le début de la CP**, alors que le programme en prévoit deux par an. La prochaine devrait avoir lieu en mars 2013 sur la formation pédagogique des moniteurs.

Pourtant les trois personnes (présidente et directeur FD, un moniteur de MFR) qui ont réalisé cette mission sont très enthousiastes, et le directeur de la fédération est très positif sur la convention programme (paragraphe suivant). Il indique que les personnes impliquées dans le comité, bien que nouvelles, sont entrées rapidement sur les réalités et les enjeux du partenariat.

Le rapport de mission de 2012 est bien construit et indique un **positionnement assez stratégique**. Dans le Para, il souligne bien les **grands enjeux** auxquels est confrontées l'ARCAFAR et la mission a consacré trois jours à travailler avec le CA sur la question centrale qui les préoccupait à ce moment-là : l'organisation interne et la recherche d'une meilleure proximité avec les CFR dans les différentes régions du Para.

Même si la mission était sur un format plus long que prévu pour permettre de travailler à la fois avec le Maranhão et avec le Para, le **faible rythme de mission** est **regrettable** à la fois **pour la construction des liens et pour un apport consistant**. Et on peut du coup s'interroger sur la capacité d'une fédération départementale à accompagner deux Etats, avec des CFR aussi distantes les unes des autres.

8.4.2. Malgré un intérêt très net de la FD38 pour le partenariat

Pourtant, la convention programme est perçue en Isère comme une belle opportunité pour relancer les activités d'ouverture au monde. Et le **comité** Brésil a été **redimensionné** et rebaptisé « Ouverture au monde et partenariat international » pour exprimer la volonté d'ouverture large, non limitée au Brésil. Une monitrice y est rentrée comme référente départementale. Et le document sur l'interculturel présenté au cours d'une rencontre entre fédérations y a été distribué. De même, les Rencontres internationales sont très appréciées et qualifiées de « mine d'or » : les éléments qui y ont été apportés ont été transmis localement, considérant que les thématiques sont très favorables à des échanges sur le partenariat, l'interculturel, les producteurs et artisans de demain. Mais le **nombre d'acteurs impliqués** est **encore limité**.

Ce qui compense un peu l'absence de mission pour les partenaires brésiliens vient de ce que la fédération a **accueilli la présidente de l'ARCAFAR Maranhão** l'an dernier. Ils ont travaillé ensemble sur **ses attentes**, qui portent sur la **gouvernance** (formation des CA), **l'organisation** et la **mission interne de l'union** : appareillage de la fédération sur qui fait quoi au quotidien, les liens entre directeur d'union et directeurs des CFR, le rôle de contrôle et d'accompagnement. Les discussions ont beaucoup porté sur le rôle du CA et la relation entre les administrateurs et les équipes techniques et pédagogiques. La fédération de l'Isère devrait les aider dans ce sens pour former les administrateurs et les moniteurs.

Une des difficultés évoquées par le directeur de la FD38 est qu'il est **difficile de s'ajuster avec le chargé de mission** sous régional, alors que la **contribution de la fédération** ne peut s'envisager que **si** elle a une **information de qualité** sur la **situation et les besoins**. Par exemple, pour préparer une mission pédagogique sur les outils de l'alternance et choisir les bonnes personnes, le directeur de la FD a besoin que les besoins et attentes lui soient transmis de façon formalisés. Il reconnaît au chargé de mission sous régional une connaissance du terrain et du contexte remarquable. Mais **l'articulation n'a pas vraiment fonctionné**. De son côté, le chargé de mission sous régional regrette que les délais de réaction de la fédération soient très longs. Il faut ajouter qu'en l'absence de personne lusophone dans la FD38, la relation ne peut pas s'établir directement entre les partenaires (de la même manière que la traduction des documents est un obstacle pour que les Unions d'Amérique latine puissent prendre pleinement leur part au sein du programme collectif).

8.5. L'UNMFREO en contribution transversale

Le rôle de l'UNMFREO dans l'appui aux ARCAFAR est indirect et s'est traduit à quatre niveaux :

- Mise en place du **système de suivi** des MFR et des Unions (indicateurs). Pour le moment, l'ARCAFAR Para ne se l'est pas approprié. Le chargé de mission sous régional indique que 30 % des indicateurs ne peut pas être traduit, que cela ne correspond à rien pour les CFR. Il serait intéressant de mettre en regard le dispositif proposé par l'UNMFREO avec celui qu'utilise l'ARCAFAR Sul, qui semble être tout à fait au point sur la redevabilité.
- **Participation aux regroupements sous régionaux**, ce qui permet de donner du poids aux rencontres institutionnelles. En octobre 2012, une rencontre a par exemple eu lieu avec le MDA

qui a permis d'échanger sur de nombreux sujets touchant les CFR de près et de resserrer les liens, avec une invitation du MDA en France en avril 2013.

- **Capitalisation** sur le devenir des jeunes sortants, qui ne concerne que le **sud du Brésil**.
- **Temps collectifs**. L'intérêt des sessions pour les fédérations et des rencontres internationales a déjà été souligné au niveau de la FD38. En ce qui concerne les regroupements entre chargés de mission sous régionaux, ces temps d'échanges sont jugés positivement par le chargé de mission Amérique latine : *« apports par des personnes extérieures qui nourrissent, par exemple apports sur l'élaboration de projet autre que le cadre logique (chemin du changement) ; on prend du recul, ressourcement ; on apprend des choses nouvelles et on peut s'en servir tout de suite, par exemple sur le plaidoyer »*.

8.6. Attachement au partenariat, reconnaissance de l'apport, sentiment d'inégalité

Dans le Para, les **interlocuteurs** sont **très positifs sur le partenariat avec les MFR françaises** mais sans forcément identifier de partenaire particulier. Il y a dans les propos un **attachement au mouvement français**, perçu comme le mouvement **qui « a montré la voie »**. On a vu que les jeunes eux-mêmes posaient des questions sur son organisation, sa pédagogie, son financement, et l'un d'entre eux espérait que les évaluateurs pourraient témoigner de leur engagement, ce que nous espérons avoir fait avec fidélité. Mais **très peu de personnes** parmi celles rencontrées **ont eu l'occasion d'être en contact** avec les acteurs français, ou sont en mesure de donner un avis sur les appuis apportés depuis 2 ans, faute de les connaître. Il s'agit donc essentiellement des regards du président de l'union, de son prédécesseur et de la FVPP. On peut y ajouter les personnes qui se sont rendues au séminaire de 2011 et/ou à l'AG constitutive comme le président de la CFR de Belterra.

Pour ceux qui pouvaient s'exprimer, l'**appui** est **très apprécié** car il **a rendu possible les rencontres** entre les CFR et entre les ARCAFAR, et ce faisant, il **a permis de surmonter une grande crise** pour l'ARCAFAR Para, avec un nouveau CA. Sans le programme, cette reprise aurait été impossible et il n'y aurait peut-être plus que des CFR isolées et donc fragilisées. Cela confirme la **pertinence** de positionnement de la convention programme et de l'**entrée « Union »**. Et indique aussi que la souplesse de l'appui financier a permis de dédier un **budget personnalisé** qui pouvait aller **sur les priorités du partenaire**, respectant ses choix et son autonomie de décision. Enfin les accompagnements réalisés lors des rencontres avec les pouvoirs publics ont apporté une **légitimité accrue dans les démarches de plaidoyer**.

Les **réserves** exprimées tiennent à un **sentiment d'inégalité de situation et d'opportunités** entre le Para et le Maranhão (le second bénéficiant plus facilement des visites du chargé de mission ou des délégations), et au sein du Para entre la Transamazonie-Xingu et les autres régions plus éloignées et moins soutenues. Ce sentiment se double d'une envie de **« rattraper le retard »**.

Cela montre à quel point il serait important, soit que le chargé de mission sous régional fasse effectivement la tournée des CFR prévues avec le président de l'union, soit que la fédération de l'Isère programme une mission centrée sur le Para et assez longue pour voir une diversité de maisons et de contextes (ou les deux ce qui serait encore plus fort).

9. RECOMMANDATIONS

9.1. Le dialogue politique se construit entre brésiliens, mais les MFR françaises ont un rôle à jouer

Les CFR du Brésil avancent avec une stratégie institutionnelle multi acteurs et multi niveaux adaptée à leur contexte national et fédéral. L'ARCAFAR Para n'est pas une union isolée, elle a des alliés qui peuvent l'aider dans sa reconstruction et dans ses négociations.

Au niveau fédéral, les deux réseaux déjà évoqués que sont les CFR (orientés 'professionnalisation') et les EFA (orientés 'scolarisation' avec les plus jeunes), sont regroupés dans les CEFFAs (Centre Familial de Formation par Alternance). Le regroupement existe déjà depuis 10 ans, mais sans existence ni reconnaissance formelles.

A la suite de **rencontres soutenues par la convention programme**, qui ont permis des échanges plus poussés, **la démarche a franchi une nouvelle étape** : pour avoir un cadre juridique, les acteurs ont créé un **Institut des CEFFAs**, qui réunit pour l'instant les 3 ARCAFAR (l'UNEFA n'est pas encore prêt y à entrer, ce qui est un frein pour la stratégie commune). L'Institut a un **rôle de relations institutionnelles et politiques** : il a vocation à faire du plaidoyer et à développer les formations, à condition qu'il ait une vraie capacité à drainer des financements.

La prochaine étape est donc de **faire labelliser l'institut par le Ministère de l'Education (MEC)** au même titre que les instituts fédéraux. Cela permettrait aux Unions d'accéder à des financements directs du MEC et de ne plus dépendre des changements politiques dans les Etats où les clivages sont forts. Les Unions ont créé un groupe de travail de 4-5 personnes qui font avancer le dossier. La **vocation formation est large**, elle porte sur la « formation professionnelle et supérieure par alternance », non limitée à l'agriculture et au rural. Les participants travaillent sur la **diversification** des formations dans les CFR ; au sud sur construction civile, métiers du bois, mécanique ; dans le Maranhão sur le tourisme et dans le Para sur les activités extractives.

Constatant l'intérêt d'avoir des alliés externes - la convention programme a permis de franchir une nouvelle étape avec la création de l'Institut, et que les rencontres au MEC donnent une légitimité accrue aux ARCAFAR lorsqu'elles sont accompagnées par l'UNMFREO – et connaissant l'histoire du mouvement français, **l'ARCAFAR Para attend de ses partenariat français qu'ils l'aident à travailler sur un enjeu majeur à moyen terme : ne pas devenir dépendant des autorités et ne pas laisser les CFR se transformer en écoles d'Etat**. Les explications obtenues au SEDUC et après la réunion semblent dire que d'ici 18 mois, le budget attribué à l'ARCAFAR lui sera versé de manière à ce qu'il recrute directement ses formateurs. Mais l'inquiétude est réelle pour que cet engagement soit respecté à moyen terme, et à plus brève échéance, on peut se demander **comment les enseignants mis à disposition des CFR par le SEDUC vont pouvoir s'approprier la pédagogie de l'alternance**, y trouver un intérêt et être capables de l'appliquer dans toute sa richesse.

9.2. Une demande d'appui pour mener à bien le nouveau schéma organisationnel de l'ARCAFAR Para

L'ARCAFAR Para formule **d'autres attentes**, notamment au niveau technique et méthodologique. Elles portent sur la mise en œuvre du nouveau schéma organisationnel, sur l'appui pédagogique à l'alternance et pour la formation des moniteurs et des directeurs de CFR.

Concernant l'union, les échanges avec la fédération de l'Isère sur le **nouveau schéma organisationnel** ont été assez intenses, et une **réflexion** de cette ampleur et de cet enjeu est certainement plus facile **à mener avec un « vis-à-vis » qui aide à se poser les bonnes questions**. Un **appui financier** leur permettrait également d'**échanger avec l'ARCAFAR Sud** qui travaille sur trois Etats et se trouve elle aussi confrontée à des questions d'organisation pour assurer un appui de proximité.

Concernant les CFR, l'évaluation a effectivement relevé des **points sensibles** dans les CFR qui **nécessitent** de travailler et peut-être de **« modéliser » un minimum leur organisation et leurs outils**.

Les points essentiels concernant :

- la **gouvernance**, l'animation de la vie associative, les rôles et référentiels de formation des élus
- l'organisation de la **formation** (effectifs optimum)
- l'organisation et la gestion des **ressources humaines** (équipe pédagogique pour ces effectifs et le type de formations dispensées ; fonctions, profils et référentiels pour les coordinateurs de CFR et les moniteurs)
- l'organisation et la gestion des **ressources matérielles** (moyens minimum pour assurer les cours, l'internat, la mise en pratique en centre, la production pour l'alimentation des élèves)
- un travail assez rigoureux sur les ressources humaines, matérielles et financières permettrait en outre de renforcer les compétences sur le **budget** et les **règles de gestion** et de produire des informations sur le **coût par formé**, certainement utile **pour les négociations financières** aussi bien **institutionnelles** qu'avec des **partenaires privés** (sponsors pour les investissements).

L'ensemble de ces réflexions permettrait à l'ARCAFAR de **stabiliser les maisons**, de disposer de repères construits pour **former les acteurs** et de pouvoir négocier avec davantage d'arguments et de **crédibilité**.

Bien entendu, les éléments précis de ce partenariat s'appuierait sur les orientations stratégiques de l'ARCAFAR, en principe définies mi mars.

Des demandes sont également formulées **sur le plan pédagogique**, ce qui nous a surpris car le domaine de la pédagogie est très bien maîtrisé par les acteurs, mais il est clair que le président de l'union souhaite donner aux moniteurs du Para l'opportunité d'aller en France pour avoir le même niveau d'échange que les autres (Maranhão), ouvrir, motiver, et renforcer les liens.

9.3. Un partenariat qui peut nourrir le mouvement international

Les acteurs français rencontrés ont tous indiqués que les échanges avec leurs partenaires « les questionnent sur les fondamentaux », mais l'explicitation n'est pas évidente à obtenir. On peut postuler que les acteurs des **réseaux brésiliens** sont **porteurs de témoignages forts sur ces fondamentaux**, vu la qualité de l'engagement et de la pédagogie déployée dans les CFR, ils pourraient donc en effet nourrir les « trois piliers » des MFR.

- **Les familles**

Même si la vie associative est jugée faible, ce que nous avons vu de la présence attentive des parents, de la simplicité des liens entre eux et les formateurs et entre adultes et jeunes est une force ; rappelons que les CFR n'auraient pas résisté sans les parents.

- **La pédagogie**

Les référents pédagogiques de l'ARCAFAR Maranhão travaillent avec **l'équipe Amérique latine**, et ce lien est très important pour la **formation des moniteurs** (nouveaux ou en poste) qui dure 3 fois une semaine. Cette formation porte sur l'accompagnement du jeune, la valorisation de l'alternance, la transdisciplinarité dans le plan de formation du jeune. Le chargé de mission sous régional souligne que les brésiliens sont **très forts** dans ces sujets et font de **très bonnes publications**, et qu'ils pourraient apporter beaucoup aux acteurs du mouvement international.

Des parallèles ont aussi été faits par la fédération de l'Isère entre l'engagement des moniteurs brésiliens et les évolutions vécues en France depuis une ou deux décennies qui érodent cet engagement (dont l'effet « 35h »).

- **Le territoire**

L'implication totale des CFR sur **l'agro écologie**, **l'agro foresterie** et **l'agriculture familiale** est aussi un élément fort de ce dont ils peuvent témoigner, avec des **résultats** et un **positionnement fort et sûr** qui peuvent être utiles dans des contextes de scepticisme condescendant.

De même pour leur capacité à former des **jeunes** qui connaissent leur milieu, sont **capables** d'en faire une **analyse critique** et de prendre des **positions dans le débat social**.